

HÉRITER DES TEMPS MODERNES

INTERVENTIONS | #LES TEMPS MODERNES (LA REVUE) | #LES TEMPS QUI RESTENT | #MODERNITÉ

Des Temps Modernes aux Temps qui restent : Histoire et avenir d'une revue, histoire et avenir du monde

Par Patrice Maniglier

12-03-2024



72 MIN

v FRANÇAIS

Ce texte a servi de programme pour la constitution du collectif et de la revue *Les Temps qui restent*. Patrice Maniglier y explique pourquoi le geste de fondateur de la revue *Les Temps Modernes* après la Deuxième Guerre Mondiale peut et doit être rejoué dans la conjoncture actuelle. Non plus, cependant, au nom de cette totalisation ouverte qu'était l'Histoire selon Sartre, mais au nom de cette autre figure de la totalisation qu'est l'irruption du Terrestre, sur laquelle bute l'idée même de Modernité. Le texte se conclut par une description détaillée du site et de sa gouvernance.

Avertissement:

Ce texte a servi de programme pour le travail préparatoire de mise en place de la revue *Les Temps qui restent*. C'est sur la base de ces lignes que plusieurs dizaines de personnes ont accepté de rejoindre le Conseil des *Temps qui restent*.

Une version antérieure est parue dans : Esther Demoulin, Jean-François Louette, Juliette Simont (dir.), *Les Temps Modernes, d'un siècle l'autre*, Bruxelles, Éditions Les Impressions Nouvelles, 2023. Ce texte lui-même reprenait une conférence faite

en clôture du colloque « *Les Temps Modernes*, cette chose énigmatique », qui s'était tenu les 10-11 décembre 2021, à la Sorbonne (Paris). Le texte publié ici en diffère par quelques variantes. Le Conseil s'appelait originellement « Parlement » et le Collectif « Peuple ». Mais une des premières décisions souveraines du Parlement fut de se renommer : il devint Conseil (et le Peuple devint «Collectif») - il renaissait ainsi, de lui-même!

Je tiens à remercier d'abord Juliette Simont, non seulement pour m'avoir invité à rejoindre la revue *Les Temps Modernes*, il y a de cela maintenant de nombreuses années, en 2007 précisément, mais aussi pour avoir soutenu le projet de relance de la revue sans faiblir, et enfin pour en avoir accompagné la réalisation avec la même efficacité et la même exigence avec lesquelles elle avait porté à bout de bras la revue dirigée par Claude Lanzmann pendant les dernières décennies.

Je veux aussi remercier tout particulièrement Jeanne Etelain, qui a elle aussi accompagné la réalisation de ce projet avec la force de conviction, l'intelligence et l'efficacité qu'elle met en toutes choses : sans elle, la revue n'aurait probablement pas vu le jour.

Je remercie aussi toutes celles et ceux qui ont rejoint activement le collectif de préparation dès ses premiers pas, notamment Jim Schrub, Esther Demoulin, Agathe Nieto, Luca Paltrinieri, Mathieu Watrelot, Pierre Niedergang, Valentin Denis, Vanessa Morrisset, Haud Gueguen, Bastien Gallet, Lissa Lincoln, Étienne Balibar, Emmanuel Levine, Dimitra Panopoulos, Francis Haselden, Guillaume Pitiot, Arnaud Cudennec - et je prie celles et ceux que j'oublie de nommer de m'excuser. Un mot de gratitude spécial pour Sarah Garcin et Julien Imbert qui ont conçu et développé le site internet. Enfin, je remercie toutes les personnes qui ont répondu avec enthousiasme et générosité à l'idée ce projet, que ce soit en acceptant de rejoindre soit le Conseil soit le Comité Exécutif des *Temps qui restent*, ou en contribuant aux premiers numéros. Elles ont permis à ce texte de devenir ce qu'il espérait être : un programme, c'est-à-dire l'anticipation d'une réalité qui est désormais la nôtre.

*À la mémoire de Bruno Latour, disparu alors que je terminais
la première version de ce texte, en octobre 2022.*

Introduction

Comment hériter des Temps modernes ? Cette question doit s'entendre dans un double sens : celle, spécifique, de l'héritage d'une revue ; et celle, générale, de l'héritage de cette séquence historique qu'on a appelé « Modernité » et qui concerne finalement tout le monde. – Tout le monde ? vraiment ? Qui est le « nous » qui pourrait se faire le sujet de cet héritage ? Tel est bien le cœur de la question qui se pose à travers ce double héritage. La pertinence d'une revue généraliste comme *Les Temps Modernes* avait pour horizon la prise en compte du Tout dans les vies individuelles et collectives. Mais aujourd'hui ce Tout n'est plus exactement le Tout de l'histoire mondiale qui opère au niveau anthropologique, c'est le Tout de l'histoire terrestre qui opère au niveau géologique. Cette planétarisation des existences nous oblige à rompre avec la conception de la temporalité propre à la Modernité, qui impliquait l'idée d'une rupture radicale entre un avant et un après, un ici et un ailleurs, pour penser autrement la rupture dans la continuité (et inversement) que suppose tout héritage. En effet, la crise écologique planétaire, ou quelque nom qu'on souhaitera lui donner, ne nous laisse pas d'autre choix que d'hériter de la modernité qui s'est inscrite de manière irréversible dans les strates géologiques et le système terrestre, de telle sorte qu'il convient de se retourner vers la Modernité pour mieux comprendre notre présent et réorienter ses dynamiques, afin de profiter des temps qui restent pour ouvrir, au sein de ce reste, d'autres avenir possibles, d'autres temps encore en réserve dans les coffres de l'avenir. Nous n'avons donc pas le choix : il faut *hériter des Temps Modernes*.

Cette injonction concerne d'abord la revue créée en 1945 par Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Maurice Merleau-Ponty, entre autres, et arrêtée en 2018 par la décision unilatérale du propriétaire du titre, Antoine Gallimard, contre l'avis du dernier comité de rédaction (qui l'apprit par un courrier envoyé aux abonnés le 6 décembre 2018).

Les Temps Modernes

1^{re} année REVUE MENSUELLE n° 1

1^{er} Octobre 1945

JEAN-PAUL SARTRE — Présentation.
RICHARD WRIGHT — Le feu dans la nuée.
MAURICE MERLEAU-PONTY — La guerre a eu lieu.
FRANCIS PONGE — Notes premières de l'homme.
RAYMOND ARON — Les désillusions de la liberté.
JACQUES-LAURENT BOST — Le dernier des métiers.

VIES

Vie d'une sinistrée.

TÉMOIGNAGES

JEAN ROY — Les morts.

EXPOSÉS

F. PASCHE, RAYMOND ARON, JEAN-PAUL SARTRE
LEENHART, PHILLIP TOYNBEE,
IVAN MOFFAT, JEAN POUILLON.



Rédaction, administration : 5, rue Sébastien-Bottin, Paris

Couverture du premier numéro des *Temps Modernes*

Les Temps Modernes

FONDATEURS

Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir

DIRECTEUR

† Claude Lanzmann

73^e ANNÉE OCTOBRE-DÉCEMBRE 2018 N° 700

T.M. *Éditorial*

JEAN-PAUL SARTRE *Fragment d'un journal romain*

GÉRARD LEBRUN *Les Mots ou les préjugés de l'enfance*



BLAIR TAYLOR *« We are not Charlie ». Stratégies et paradoxes de la gauche décoloniale*

JEAN KHALFA *Querelle des universels. Souleymane Bachir Diagne et Jean-Loup Amselle*

SYLVIE TAUSSIG *De l'Islam politique à la théologie musulmane de la libération*

RENÉE FREGOSI *L'Argentine de Perón, terre d'asile des anciens nazis*



PIERRE DÉLÉAGE *La transmigration de Robert H. Barlow*

MICHEL MURAT *La destination du roman : Rivière, Gracq, Proust*

CHRONIQUE

MICHELINE B. SERVIN *72^e Festival d'Avignon, drôle de genre*



Couverture du dernier numéro des *Temps Modernes*

Cette décision était accompagnée de la promesse d'une reprise du titre sous une autre forme, celle d'une collection peut-être – promesse non tenue, et qui n'a probablement jamais été faite pour être tenue. Le comité lui-même avait présenté différentes formules de relance possible de la revue, mais elles n'ont pas convaincu l'éditeur, qui se disait néanmoins persuadé de la nécessité de continuer sous d'autres formes le travail de déchiffrement du présent qui avait trouvé jadis sa forme dans la revue

1

. Voilà pourquoi on peut dire que *Les Temps Modernes* ne sont pas vraiment achevés, mais suspendus : la question de l'éventualité et de la

forme de la reprise sinon de leur titre, du moins de leur geste inaugural, la question de leur héritage, n'a jamais été vraiment discutée, ni en privé, ni en public ; elle est longtemps restée comme une bouche ouverte sur une parole qui ne venait pas. C'est cette parole que la création de la revue *Les Temps qui restent* tente finalement d'articuler.

La question de « l'héritage des temps modernes » ne prend cependant tout son sens que par amphibologie. Ce n'est pas par hasard que les « Temps modernes » désignent aussi une séquence historique. Par ce titre, les personnalités qui ont fondé la revue éponyme disaient ce qu'elles attendaient d'elle : une enquête permanente et tous azimuts sur le fait moderne. Le syntagme « Temps Modernes » ne désignait pas seulement une époque avec ses contenus particuliers ; il désignait une certaine manière de se rapporter au présent, en entendant par « présent » ce à la requête de quoi on ne peut précisément pas se soustraire, ce qui, dans la contraction du temps, crée une responsabilité subjective. Car ils savaient que le présent a une histoire qui n'est pas seulement celle de ses contenus (telle action, telle institution, telle innovation, tel événement, etc.), mais aussi celle de son régime de temporalisation, c'est-à-dire la figure ou la *variante* particulière qu'il présente du Temps en général ². En donnant ce titre à leur revue, les fondateurs déclaraient en somme que, dans leur esprit, quelque chose de la forme revue-généraliste (que de fait *Les Temps Modernes* ont symbolisée pour leur époque) était lié à la Modernité comprise comme manière d'être au temps.

C'est à cette conjonction qu'Antoine Gallimard ne croit vraisemblablement plus ³. Il serait présomptueux de lui donner tort *a priori*. Mais on n'est pas obligé non plus de lui attribuer plus de prescience que n'en donne le pouvoir, qui se mesure aussi à sa capacité de faire advenir le futur qu'il anticipe, par prophétie auto-réalisatrice... On peut même penser au contraire que le projet de Sartre, Beauvoir et Merleau-Ponty est aujourd'hui d'une étonnante actualité. Non pas dans le sens très vague et quelque peu grandiloquent que l'éditeur lui donnait dans sa tribune du *Monde* (« les hommes continueront à forger leur liberté, individuelle et collective, par la compréhension critique du monde où ils se trouvent engagés »), mais dans un sens très précis, celui d'une articulation entre un point de vue global et un point de vue local, permettant d'éclairer la manière dont les vies individuelles s'insèrent dans le destin d'un Tout qu'elles ne maîtrisent pas mais dessinent plus ou moins malgré elles. Je

soutiendrai ici que la meilleure manière de caractériser la tâche qui est aujourd'hui la nôtre est de dire que nous avons, collectivement et individuellement, à *hériter des Temps modernes*. Car on a de bonnes raisons désormais de définir la Modernité non plus comme une mutation civilisationnelle, mais comme ce qui nous a conduit dans l'Anthropocène, ou plus précisément dans ce que j'appellerai la Grande Contraction Planétaire. Que nous le voulions ou non, nous avons à inventer un avenir dans ce qui reste des Temps modernes. Se poser la question de l'héritage des *Temps Modernes* (la revue), c'est donc peut-être après tout se tenir en un point privilégié pour poser la question fondamentale de notre temps, à savoir comment hériter des Temps modernes (la séquence historique). Je voudrais en somme ici déployer cette hypothèse dans tous ses attendus et dans ses conséquences.

Je le ferai en quatre temps. D'abord je proposerai une brève chronique de l'interruption de la revue, symptôme minuscule et cependant profond d'une situation générale. Ensuite, je voudrais expliquer pourquoi la reprise de la revue *Les Temps Modernes*, fût-ce sous un autre nom, résonne avec les urgences du présent d'une manière singulièrement pertinente : je montrerai d'abord que *Les Temps modernes ont bien eu lieu*, ensuite que la question la plus caractéristique de notre présent est de savoir *comment on en hérite*. Enfin, je présenterai la proposition concrète à laquelle est arrivé un collectif initié par les membres du dernier comité de rédaction de la revue historique pour répondre à ces questions : la fondation d'un nouvel espace d'expression collective intitulé *Les Temps Qui Restent*. *Les Temps Modernes* sont devenus illisibles ? Rejoignez donc *Les Temps Qui Restent* !

1. Chronique d'un suspens

Le 5 juillet 2018, Claude Lanzmann disparaissait. Nous savions, au comité de rédaction des *Temps Modernes* ⁴, que la revue ne pouvait pas continuer comme avant. Il y avait longtemps déjà qu'elle n'était plus ce lieu privilégié où l'époque s'interrogeait sur elle-même avec ferveur et fureur. Comme nous l'avons fait remarquer dans la tribune que nous avons publiée après coup, et comme Antoine Gallimard l'a aimablement reconnu, cela ne tenait pas à la qualité de notre travail éditorial et des textes que nous publiions, car nous nous étions montrés capables d'accompagner voire d'anticiper certaines des grandes questions de notre

temps (sur les révolutions arabes, la crise de 2008, le Venezuela, les mouvements des places, etc.). Mais il est vrai que nous ne réussissions que rarement à affecter le débat public. L'époque regardait ailleurs. Restait le prestige du titre, et de son directeur. Mais ce double prestige constituait autant un poids qu'un atout. La revue pouvait paraître n'être que la survivance luxueuse d'une époque révolue et la preuve flagrante de l'incapacité de cette époque passée à faire valoir dans le présent ses passions et ses outils : le xx^e siècle était terminé... Il était légitime de se vouloir plus ambitieux pour un tel titre, ou de reconnaître qu'il était temps d'y mettre un terme si son ambition ne trouvait plus les conditions de sa mise en œuvre.

C'est dans ce contexte que Juliette Simont et moi-même avons été élus directrice et directeur-adjoint de la revue par le comité de rédaction et chargés de rédiger un projet de relance de la revue que nous avons présenté à Antoine Gallimard. Ce projet reposait sur la conviction que le moment présent, loin de rendre obsolète le projet intellectuel originaire de la revue, lui donnait au contraire une pertinence au moins égale à celle qu'il avait eue au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale. Il insistait en particulier sur deux aspects de ce projet intellectuel : prendre en charge l'intégralité de ce qui arrive, avoir, en somme, une ambition *synthétique* (et même encyclopédique) à l'égard du présent, mais le faire sans ligne *a priori*, en accumulant les enquêtes, les analyses, les réflexions, pour laisser monter de cette masse en agitation une ligne *a posteriori*, conformément à un principe sartrien, la liberté. Nous soutenions que sous ces deux aspects la revue pouvait jouer un rôle essentiel dans le moment présent : elle devait devenir une *encyclopédie de la Modernité* dans le contexte de son épuisement et des impératifs de la « transition » écologique, et cela par une méthode synthétique *a posteriori*, qui ferait dialoguer les genres, les styles, les orientations idéologiques, ouvrant ainsi une *diagonale de la liberté* unique dans un espace public saturé par les clashes et le spectacle. Nous soulignions l'importance de continuer le titre pour ne pas faire croire que les ressources mises au point par l'intellectualité du xx^e siècle étaient devenues tout simplement obsolètes, pouvant être négligées, laissées derrière, comme si nous n'avions pas à assumer cet héritage dans l'intégralité de ses dimensions, dans son actif comme dans son passif. Nous proposons de transformer *Les Temps Modernes* en un titre multimédia, dans laquelle la revue papier ne serait plus exclusive, nous donnant pour tâche de faire un bilan de ce qui, de la

Modernité, était susceptible d'être remobilisé dans le contexte actuel, celui-ci en étant presque intégralement une conséquence.

Ce projet n'a pas convaincu l'éditeur. Antoine Gallimard a motivé sa décision d'arrêter la revue par un « défaut d'incarnation » consécutif à la disparition de Claude Lanzmann, qui aurait été attesté par la baisse des ventes et des abonnements. L'argument est étrange : cette baisse est bien antérieure au décès de notre directeur (les chiffres laissent plutôt penser que la baisse de la vente des numéros papier est corrélée au début de la vente en ligne de la revue), et le projet que nous avons déposé suggérait au demeurant de mobiliser des personnalités elles-mêmes prestigieuses, qui, si elles n'avaient pas le caractère monumental de Claude Lanzmann, étaient néanmoins susceptibles d'incarner quelque chose de pertinent pour le présent, en continuité avec le « cap de non-infidélité » que Claude Lanzmann avait lui-même revendiqué par rapport à Sartre et Beauvoir. La vérité est que la présence de Claude Lanzmann certes protégeait la revue (la suite de l'histoire l'a amplement démontré, puisque son décès a entraîné la disparition du titre), mais aussi la fragilisait sur le long terme, car Claude Lanzmann n'aimait pas la mort, et l'hypothèse d'une projection de la revue loin dans l'avenir enjambait nécessairement la sienne, qu'il répugnait à imaginer ; au-delà de cette limite infrangible, plus rien n'avait de sens pour lui – rien, en tout cas, qui fût d'une manière ou d'une autre dans la *continuité* de ce qui avait été, et donc aussi des Temps modernes... La disparition de Claude Lanzmann aurait pu être, comme tout deuil authentique, l'occasion de s'interroger sur la manière dont il nous revenait d'inventer cette continuité, en renouant avec les mobiles originels de la revue afin de leur donner une signification pertinente pour l'époque présente. C'est ce qu'Antoine Gallimard a cru inutile de tenter. Dont acte.

Sa décision a été motivée en partie par des raisons anecdotiques, sur lesquelles je ne m'étendrai pas : elles tiennent aux querelles qui accompagnent les successions mal préparées et à l'évaluation qu'il a faite de ses propres intérêts d'éditeur ainsi que de nos personnes (évaluation plutôt défavorable selon toute apparence). Mais je ne crois pas que ces raisons anecdotiques aient été finalement les plus déterminantes. Sa décision a des motifs plus profonds – et plus intéressants. Il est probable qu'il n'ait pas vu (et qu'il ne voie toujours pas) d'avenir à la forme de la revue généraliste, dans le monde éditorial et politique actuel.

Cette décision est le symptôme d'une situation générale. Cette situation est celle de la difficulté d'hériter des Temps modernes au sens non plus du titre de la revue, mais de la séquence historique, à laquelle la forme de la revue généraliste, dans ses différentes formules, est très profondément liée. Les déboires de la revue *Les Temps Modernes* sont symptomatiques de la difficulté à penser la forme de continuité entre la séquence historique qui a porté ce nom et ce qui lui succède en conséquence de ses propres dynamiques internes. Il semble que notre présent, bien qu'entièrement déterminé par l'injonction de modernisation (dans la combinaison de ses formes, qui furent plus nombreuses qu'on ne le pense souvent, la Modernité européenne n'en étant finalement qu'une figure parmi d'autres), hésite entre deux positions : tantôt il se pense en complet accord avec elle, comme on l'entend dans le discours des Elon Musk, géo-ingénieurs ou transhumanistes qui voient dans le bouleversement éco-planétaire un simple problème techno-scientifique à régler, dont la solution sera porteuse d'avancées sociales, politiques et économiques ; tantôt il se veut en complète rupture avec elle, se détournant de cette séquence avec dégoût ou indifférence, pour n'en retenir à la limite que des insignes patrimoniaux qui viennent élargir les ressources des très gros épargnants (celles et ceux qui ont par exemple les moyens d'acheter les tableaux de Picasso et de Rothko ou les manuscrits de Proust ou de Céline).

C'est une des raisons pour lesquelles le point d'interrogation que constitue l'interruption brutale de la revue *Les Temps Modernes* ne s'effacera pas de sitôt : car il renvoie à une énigme bien plus complexe, qui est de savoir comment hériter collectivement de la modernisation de nos sociétés et de nos environnements, c'est-à-dire, finalement, de la planète. Derrière une toute petite histoire, se trouve donc une très grande histoire – on pourrait même dire : la question de l'Histoire, au sens où Sartre lui-même entendait ce terme, c'est-à-dire d'une forme de totalisation qui implique la dimension du temps, une manière de recaractériser chaque être par l'opération qui est la sienne dans un processus de totalisation toujours plus large et plus profond dont nul ne peut s'extraire, mais que nul ne peut maîtriser non plus. Comme je l'expliquerai plus loin, cette question de la totalisation prend un nouveau sens aujourd'hui dans le contexte de la Grande Contraction Planétaire : celle d'une appréhension *globale* de notre situation présente, précisément parce que celle-ci se caractérise par une imbrication très singulière du tout et de ses parties.

C'est précisément parce que nous pensons que ce point d'interrogation mérite d'être relevé que nous ne nous sommes pas tenus quittes après la décision de l'éditeur. Nous avons monté un projet de recherches universitaire pour construire un nouveau collectif, mettre à l'épreuve et éventuellement modifier le projet que nous lui avons d'abord présenté, en tout cas réfléchir à cette question : y a-t-il sens à reprendre aujourd'hui le geste qui était à l'origine de la revue *Les Temps Modernes*, et, si oui, sous quelle forme, et qu'est-ce que cela dit de notre temps ⁵ ? Ce projet a été interrompu par l'épidémie de Covid-19, mais il a survécu, et nous avons abouti à une proposition, nourrie de ces réflexions. Cette proposition est simple : il y a lieu aujourd'hui de s'installer dans la continuité des *Temps Modernes* en lançant une revue généraliste dont la ligne pourrait être ainsi résumée : l'enjeu du présent est d'hériter des Temps modernes – et cette revue s'appellera *Les Temps Qui Restent*. Je voudrais tout d'abord clarifier cette expression : hériter des Temps modernes. Et pour cela il faut d'abord lever un doute légitime : y a-t-il vraiment sens à parler de Modernité ? La Modernité, n'est-ce pas, comme Bruno Latour l'a si magistralement suggéré, l'illusion même qu'on puisse *être* moderne ⁶ ? Peut-on donc continuer à caractériser notre présent par référence à un terme si douteux ?

2. Les Temps modernes ont eu lieu : la Grande Contraction Planétaire

L'hypothèse qu'à travers la question de savoir s'il faut ou non continuer, et sous quelle forme, la revue qui s'est appelée *Les Temps Modernes*, se pose la question de notre relation à cette séquence historique de dimension planétaire qui s'appelle la Modernité, nous conduit tout de suite à des questions si complexes qu'elles devraient elles-mêmes être traitées collectivement – typiquement à travers une revue. Au premier rang de ces questions, celle de savoir si le mot « Modernité » désigne bien quelque chose de réel, si la Modernité a eu lieu, et ce que cela peut bien signifier.

Avons-nous été modernes ?

De très grands esprits ont essayé de caractériser la Modernité (de Baudelaire à Latour, en passant par Weber, Durkheim, Heidegger, Adorno et Horkheimer, Arendt, Foucault, Blumemberg, Habermas, Lyotard, Ko-

selleck, Giddens, Beck, etc. – pour ne mentionner que les plus explicites). Si ce débat a eu ses vertus, il semble n'avoir abouti à rien de conclusif, diagnostiquant ici le désenchantement du monde, là l'arrondissement de l'Être, ailleurs le triomphe de l'individualisme, le règne de la critique ou la disponibilité au nouveau, avant de céder au grand récit de la fin des grands récits, de la modernité liquide ou de la post-modernité tardive... Tant et si bien que les esprits raisonnables en sont venus à douter, fort sagement, de la pertinence de la question elle-même : il est devenu de bon ton de s'abstenir de toute histoire universelle pour se contenter de décrire des mécanismes de transformation de la réalité plus dispersés peut-être mais plus concrets (telle transformation du capitalisme, telle séquence de la colonisation, tel mécanisme d'inhibition des risques technologiques caractéristique de l'histoire environnementale, tel opérateur de la « globalisation », etc.).

C'est d'ailleurs pour cette raison qu'on a pu douter qu'un projet intellectuel comme celui qui animait Sartre pour sa propre philosophie et pour sa revue puisse encore avoir un sens. Car ce projet se voulait « synthétique », « totalisant », « totalitaire » 7

On pourra en effet douter tant qu'on veut de la réalité d'un événement universel nommé Modernité, on ne pourra pas faire qu'un événement de nature planétaire n'ait pas effectivement eu lieu en conséquence de certaines activités sociotechniques humaines. Pour s'en rendre compte il suffit de songer aux discussions des sociétés savantes de géologie pour savoir s'il y a bien lieu ou non d'ajouter le concept d'Anthropocène à la frise des ères géologiques et s'il faut le dater de la fin du xviii^e siècle ou plutôt des années 1950 ; ou encore de penser aux courbes de ce qu'on a appelé la Grande Accélération, qui enregistrent la corrélation entre la croissance soudainement exponentielle de certaines valeurs anthropiques d'un côté (la population mondiale, le PIB, la consommation d'engrais, etc.) et de valeurs relevant du système-Terre de l'autre (la quantité de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, le recul de la biodiversité, l'acidification des océans, etc.). Tout cela ressemble terriblement au *genre d'événement* que prétendait être la modernité.

En effet, qu'entendait-on *a minima* par « Modernité » ? Ce mot n'a de sens que par contraste avec un autre, celui de *tradition*. Il opère un grand partage entre, d'un côté, des sociétés relativement stables, et, de l'autre, des sociétés emportées dans des transformations discontinues

brutales, transversales (arrivant dans tous les domaines de l'expérience humaine en même temps : économique, religieuse, politique, scientifique, technique, etc.) et convergentes (elles se répètent de manière plus ou moins similaire dans différents contextes géographiques et entraînent les sociétés dans un même devenir). La Modernité, c'est l'âge de la rupture, l'âge du recommencement des temps. C'est aussi, de ce fait, l'âge de l'Histoire, dans la mesure où les sociétés se sentent contemporaines de leur propre discontinuité et se posent la question de leur capacité à orienter cette transformation. La Modernité se vit comme un temps d'exception, ce qu'on appellerait en mathématique une singularité, c'est-à-dire un point dans une série qui échappe à la loi de cette série par la manière même dont elle s'y inscrit : la Modernité est cette séquence temporelle où le temps lui-même change de nature, sort de ses gonds, change de tempo. C'est la première condition. La deuxième est que cette rupture n'est pas seulement locale, limitée à certaines parties de l'humanité (en extension) ou à certains domaines de l'expérience humaine (en intension), mais les concerne toutes et a vocation à les emporter toutes dans son propre mouvement : elle divise l'histoire humaine dans son intégralité entre un avant et un après.

Or, on peut bien dire qu'on a affaire, avec ce que les scientifiques tentent de nommer par les termes d'Anthropocène ou de Grande Accélération, à un événement qui, parti du continent européen, a fini par introduire une discontinuité radicale non seulement dans l'histoire humaine mais dans l'histoire du monde tout entier et de la planète. Il s'agit bien d'un événement qui 1) constitue une exception par rapport à l'histoire profonde de l'humanité, partageant *toutes* les sociétés humaines entre un avant et un après (et les unifiant dans cette division même), 2) se déroule dans un temps relativement court à partir d'une géographie qui est celle-là même de la « modernité » (du continent européen à ses projections coloniales et retour), 3) affecte potentiellement et réellement non seulement tous les aspects de l'expérience humaine (les savoirs, les techniques, les spiritualités, les organisations sociales, etc.), mais aussi tous les groupes humains, et même non-humains.

La thèse selon laquelle *la Modernité a eu lieu* est cependant difficile à admettre parce qu'elle présente deux paradoxes. Le premier est qu'elle a été confirmée au moment même où les meilleurs esprits de ce monde avaient tendance à ne plus y croire – mieux, qu'elle s'est produite précisément au moment où on s'était mis à penser que l'hypothèse d'un évé-

nement de cette nature était purement superstitieuse. Cette période où l'on renonçait aux grands récits et à l'idée de Modernité, disons des années 1960 à nos jours, est celle-là même pendant laquelle la Grande Accélération a été à son comble et où elle a commencé à être enregistrée. Le deuxième est qu'on avait posé cette hypothèse dans des termes *anthropocentrés*, en sondant les tréfonds de l'expérience humaine européenne, alors qu'il fallait la poser en des termes *géocentrés*. La Modernité est quelque chose qui arrive à la Terre. Mais quoi exactement ? Comment qualifier l'événement moderne comme événement terrestre ?

La Grande Contraction Planétaire : une définition géocentrée de la Modernité

On peut penser bien sûr au réchauffement climatique. Mais celui-ci n'est que le plus spectaculaire et le mieux identifié des effets planétaires de cette inscription de certaines pratiques humaines sur la surface de la réalité que le mot de « Modernité » permet de saisir malgré lui. Ces différents effets, parmi lesquels on peut compter l'effondrement de la biodiversité, la modification de grands cycles biogéochimiques (comme celui de l'azote, de l'eau, du phosphore, etc.), l'acidification des océans, l'introduction de nouvelles molécules synthétiques aux effets incertains (comme les microplastiques, les perturbateurs endocriniens et aussi, dans un autre genre, les antibiotiques), et bien d'autres changements mesurables, convergent au moins en partie vers un seul et même événement affectant une entité extrêmement complexe mais à certains égards individuelle, la Terre. La Terre doit s'entendre ici comme un ensemble de mécanismes de régulation imbriqués et susceptibles d'être perturbés au point d'entrer dans de nouveaux équilibres (métastables), affectant ainsi les conditions d'existence de la *totalité* des terrestres.

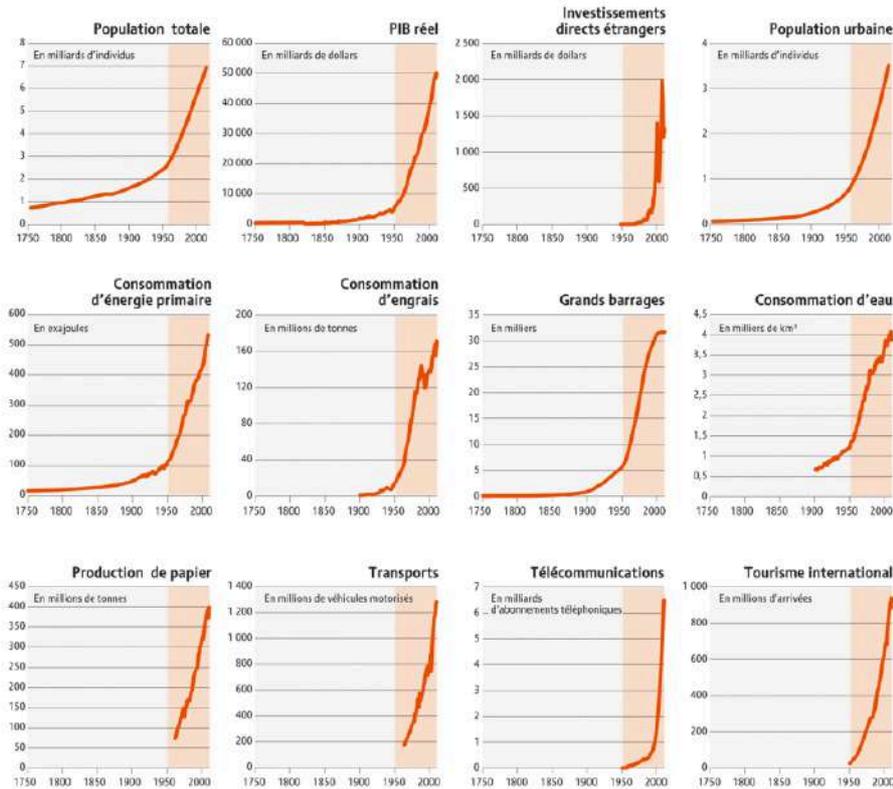
Plusieurs noms permettent de saisir cette discontinuité temporelle radicale : le mot d'Anthropocène est désormais un des plus populaires, et il est intéressant en effet parce qu'il désigne, comme l'a remarqué l'historien Dipesh Chakrabarty, la conjonction inattendue de deux temporalités jusque-là hétérogènes : la temporalité géologique et la temporalité historique, le temps de Lyell et le temps de Thucydide ⁸. Il a cependant été contesté à la fois du fait qu'il semble étendre abusivement un terme qui avait un sens précis dans son contexte d'origine (la géologie) et parce qu'il semble faire de l'humanité comme telle (anthropos) la cause d'un événement qui a en réalité une chronologie, une géographie et une

sociologie beaucoup plus précise, masquant ainsi un ensemble d'inégalités à la fois factuelles et morales (d'où la prolifération des termes comme Capitalocène, Eurocène, Anglocène, Androcène, Plantationocène, etc.)

9

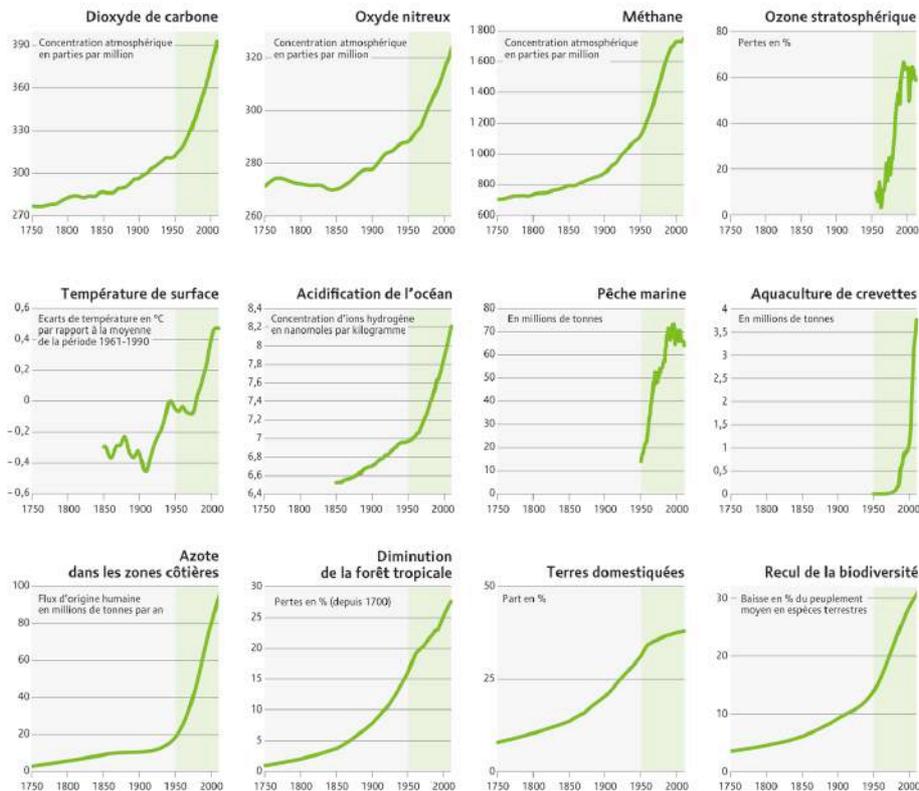
De manière plus neutre, certains travaux scientifiques ont, je l'ai dit, nommé cet événement « la Grande Accélération » et l'ont calculé en corrélant paramètres sociotechniques et paramètres planétaires 10.

Développement socio-économique



Source : Will Steffen, Wendy Broadgate, Lisa Deutsch, Owen Gaffney et Cornelia Ludwig. « The trajectory of the Anthropocene : the Great Acceleration », *The Anthropocene Review*, 2015 (données : International Geosphere-Biosphere Programme et Stockholm Resilience Centre).

Evolution du système Terre



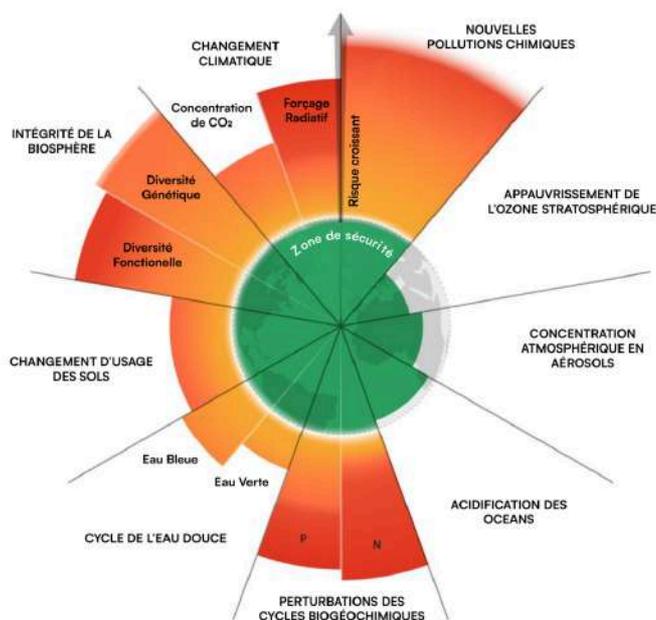
Cette manière de caractériser l'événement dont nous sommes contemporains et acteurs permet bien de saisir une *discontinuité globale* (puisqu'elle montre une inflexion spectaculaire de toutes les courbes à peu près en même temps : après un long temps d'accroissement lent, elles partent soudainement en flèche vers le sommet), mais elle a le défaut de ne pas nous permettre de voir immédiatement ce qu'il y a de problématique dans cette discontinuité : une courbe exponentielle pourrait bien après tout continuer asymptotiquement jusqu'à l'infini. Telle est de fait la promesse inscrite sur l'horizon de Paris à travers le fer de la Tour Eiffel, allégorie du progrès matérialisée dans quatre courbes exponentielles pointant en haut à l'infini ¹¹.

Aussi me semble-t-il plus juste de caractériser cet événement non pas comme une « Grande Accélération », mais comme une « Grande Contraction », afin de désigner le rétrécissement d'un espace dont on disposait au préalable, espace à la fois géographique et temporel ¹². Cet espace est celui que les chercheurs du Stockholm Resilience Institute dirigé par Johan Rockström ont appelé le « *safe operating space* » de l'humanité ¹³ et il est caractérisé par l'écart qui sépare les valeurs actuelles d'un certain nombre de paramètres planétaires et les valeurs de ces paramètres constituant des seuils d'irréversibilité (*tipping points* ou

«points de bascule»), au-delà desquels les dynamiques du système-Terre changent qualitativement et sans retour, de sorte qu'on ne peut plus garantir qu'elles resteront aussi favorables au développement des activités humaines telles qu'on les a connues depuis l'apparition de l'espèce – d'où la notion de « limites planétaires » 14 .

LES LIMITES PLANÉTAIRES

2023 : 6 Limites dépassées



Source : Stockholm Resilience Center Traduction : Bon Pote



Cette notion soulève aussi un certain nombre de difficultés (peut-on délimiter si clairement la notion d'espèce humaine ? ne risque-t-on pas de confondre les intérêts de l'espèce avec ceux d'un genre de vie particulier à certains membres de cette espèce ? faut-il s'en tenir à ce point de vue anthropocentré ? etc.), mais elle présente l'avantage d'insister sur trois points essentiels. Premièrement, la Terre est à la fois la *condition* de possibilité de toute vie terrestre, et son *effet*, chaque manière d'être terrestre contribuant à maintenir la Terre qui la rend possible (ce qui est exactement la définition que James Lovelock donnait de ce qu'il appelait Gaïa). Deuxièmement, toute vie terrestre dispose d'une certaine *marge de variation* dans laquelle elle peut changer, innover, se modifier, sans transformer les grands équilibres planétaires qui lui permettent d'exister et de varier. Troisièmement, il existe aujourd'hui une manière de vivre sur Terre, propre à certains humains, qui rétrécit cet espace de variation libre, de sorte que désormais les variations de cette manière de

vivre ont des conséquences directes sur ses propres conditions d'existence planétaires, ainsi que sur celles d'un très grand nombre d'autres terrestres.

Employer, comme je le propose, les termes de *Grande Contraction Planétaire* pour qualifier l'événement dont nous sommes contemporains, c'est essayer de mieux caractériser celui-ci en saisissant plusieurs choses à la fois : le resserrement des limites planétaires qui contraint plus fortement les marges de l'action humaine (il nous reste peu de temps pour agir, ou plus exactement, pour maintenir une certaine capacité d'agir, car une fois ces seuils passés, les boucles de rétroaction produiront l'emballlement du système, rendant plus difficile d'agir sur ses dynamiques) ; la « compression spatio-temporelle » dont parle le géographe marxiste David Harvey vis-à-vis du capitalisme ¹⁵ et qui fait que chaque terrestre est désormais plus exposé à l'action des autres terrestres qu'auparavant (vos émissions de carbone affectent des écosystèmes avec lesquels vous n'êtes pas directement en contact) ; et c'est enfin évoquer le spasme musculaire sous l'effet d'un choc qui permet d'imager la réaction du système Terre à la civilisation qui est la nôtre. Nous dirons donc : *la Grande Contraction a eu lieu*.

Autant nous sommes désormais relativement bien équipés pour qualifier l'effet et reconnaître, au niveau des processus planétaires, l'existence d'une Grande Contraction, c'est-à-dire le point de bascule d'une discontinuité historique radicale affectant le régime même d'écoulement du temps, autant il est difficile de caractériser sa *cause*. Qu'il s'agisse d'activités humaines, cela ne fait aucun doute. Mais quel est le nom juste qu'il faut donner à ces activités humaines ? Sont-elles propres à l'espèce humaine en général ? On peut en douter. Faut-il parler d'une « civilisation », ou bien d'une simple conjonction fortuite de facteurs divers et non intrinsèquement liés entre eux ? Est-ce le capitalisme ? la technoscience ? le productivisme ? l'extractivisme ? l'extractivisme *fossile* ? le patriarcat ? la colonisation ? le monothéisme ? la sécularisation ? Bien des suspects sont présents dans le bureau des commissaires.

Je crois qu'il n'y a pas de meilleur mot que celui de « Modernité » pour désigner le principal suspect. D'abord parce que chacun des suspects a été, à un moment ou un autre, tenu pour l'essence de la modernité, alors qu'ils forment ensemble sa matrice. Ensuite parce qu'il a le mérite d'être

notoirement mal défini, de sorte qu'il nous oblige à ne pas oublier que le travail reste à faire pour savoir de quoi nous parlons, là où des mots comme « capitalisme », « extractivisme » ou « colonialisme » ferment peut-être trop rapidement l'enquête et risquent, de surcroît, de nous faire perdre les dimensions physiques, biogéochimiques, bref planétaires du problème. Enfin parce qu'il met l'accent sur un certain régime de temporalisation, puisque le mot « Modernité », on l'a vu, ne désigne rien d'autre – et quelle meilleure solution y a-t-il, pour caractériser un événement énigmatique, que de le saisir comme un régime d'événementialisation, autrement dit comme un événement qui arrive à la notion même d'événement ?

On s'est égaré en tentant de comprendre la Modernité de façon anthropocentrée, en imaginant, par exemple, de grands changements civilisationnels. Je crois que les choses s'éclairent si on l'aborde plutôt d'un point de vue résolument *géocentré* : en partant de la Grande Contraction, on se demandera ce qui, dans certaines manières humaines de se faire un séjour terrestre, a provoqué un tel événement planétaire. La Modernité est – et n'est rien d'autre – que ce qui a conduit à la Grande Contraction Planétaire, texture de notre temps présent, de notre manière de faire temps au présent (donc aussi de ce qui a conduit à l'Anthropocène, à la Grande Accélération, à la Sixième Extinction, au Réchauffement climatique, tous ces termes étant autant de métonymies et de métaphores de la Grande Contraction). Les Temps modernes désignent cette séquence historique qui a vu la mise en place et la diffusion, souvent par l'extrême violence (coloniale et néocoloniale, et même dans l'affirmation de puissance coextensive à la décolonisation) d'un certain nombre de manières de faire humaines qui ont eu pour conséquence la Grande Contraction. S'interroger sur les Temps modernes, c'est interroger cette séquence à partir de l'Anthropocène pour se demander ce qui a bien pu produire un tel événement et ce qui, encore aujourd'hui, contribue à le faire advenir. Ce n'est pas une question facultative, que nous pourrions assumer ou dont nous pourrions nous détourner, au gré de nos curiosités. C'est une question impérieuse, qu'on ne peut négliger sans tourner le dos à une vérité de notre condition, très exactement comme Sartre et Merleau-Ponty disaient qu'on ne pouvait plus, au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale, se détourner de l'Histoire – ce pour quoi, précisément, ils fondèrent une revue. C'est à quoi il est temps d'en venir.

3. Hériter des Temps modernes

Si déchiffrer la Modernité constitue une exigence vitale pour notre temps, c'est parce que notre temps préempte, d'une manière qui n'eut aucun exemple dans l'histoire de l'espèce humaine, tous les temps à venir. La Grande Contraction enferme en effet tous les terrestres dans un avenir par trop univoque. Nous n'avons tout simplement pas le choix : nous ne pouvons pas ne pas *hériter des Temps modernes*.

Le présent comme temps du reste, ou l'héritage forcé de la Modernité

Les Temps modernes ne sont pas seulement une séquence historique éventuellement passée, que nous pourrions laisser derrière nous pour passer à autre chose, voire une pure et simple illusion qu'il nous suffirait de dissiper pour nous atteler aux tâches du présent : ils ont laissé un *reste*, un reste à la surface de la Terre, un reste qui est fait pour durer, et même pour durer plus longtemps que l'espèce humaine elle-même ! Ainsi certains déchets resteront radioactifs pendant plusieurs centaines de milliers – voire millions – d'années. De même, le dernier événement comparable à l'extinction massive des espèces qui est en cours actuellement date d'il y a 66 millions d'années et aura des conséquences sur toute l'histoire de la vie sur Terre (on considère qu'il faut des dizaines de millions d'années pour que la biodiversité se reconstitue). L'effraction moderne restera comme une cicatrice indélébile dans l'histoire de la planète – c'est bien pour cela que les géologues ont discuté si longtemps de la pertinence de la catégorie d'« Anthropocène » 16. La Modernité pouvant et devant être envisagée comme un événement terrestre et non pas seulement humain, d'un point de vue géocentré et non pas seulement anthropocentré.

Notre présent n'a pas de tâche plus urgente que de savoir comment *vivre dans ce reste*. Le temps d'aujourd'hui, la manière dont le temps s'écoule au présent pour nous, ne saurait être mieux caractérisé que comme ce temps du reste. Aussi loin que nous puissions anticiper l'avenir, nous n'en aurons pas d'autre. Si le nom exact du régime de temporalisation dont la revue de Sartre se voulut contemporaine était les Temps modernes, le nôtre n'a pas de meilleure caractérisation que celui-ci : ce qui reste des Temps modernes, les temps (modernes) qui restent.

Connaître notre situation présente, c'est donc décrire ce qui restera forcément de la Modernité, c'est-à-dire la manière dont l'ensemble des processus terrestres a été modifié par elle, ce qu'elle signifie exactement d'un point de vue terrestre. Nous sommes à peine en train de commencer à le faire. Mais ce temps qui reste est aussi celui qui nous sépare du franchissement des limites planétaires, celui que nous avons encore pour intervenir sur les activités terrestres qui entraînent cette réaction cataclysmique du Système-Terre, ou, comme le disait si justement Bruno Latour, pour faire *revenir sur Terre les Modernes*.

Étrange temporalité du reste : le reste est à la fois ce qui du passé ne passe pas, et ce qui, dans cette insistance du passé, ouvre un avenir, ce temps qui reste du fait que tout n'est pas passé. Notre capacité d'agir est tout entière désormais incluse dans cette logique, ou, plus exactement, dans cette ontologie du reste. Intervenir sur ces activités anthropiques qui entraînent la Grande Contraction ne saurait en effet signifier arrêter d'un coup telle ou telle activité particulière : la Modernité n'est pas un ensemble d'actions qu'on pourrait interrompre du jour au lendemain ; c'est une infrastructure qui insiste, autrement dit qui continue d'exister même quand on cesse de l'utiliser, même quand elle n'a plus de raison d'être. Infrastructure technologique, logistique, matérielle, et aussi immatérielle, juridique, économique, organisationnelle, intellectuelle : elle n'a pas besoin que nous fassions quoi que ce soit pour être là et imposer ses effets ¹⁷. Pire : elle conditionne nos possibilités d'agir elles-mêmes – y compris celles qui viseraient à modifier nos trajectoires terrestres. Il est tout simplement impossible d'arrêter d'être modernes pour passer à autre chose, précisément parce que la Modernité n'est pas seulement une sorte de superstructure sociale et culturelle posée sur une nature intacte, mais une manière de s'insérer dans les chaînes terrestres, d'y organiser sa subsistance et d'y configurer ses attachements. Vivre en terrestre suppose d'avoir détourné bien des processus terrestres, d'avoir tissé bien des alliances, pour assurer une petite poche où une vie peut se tenir. Cela est vrai des guêpes qui sont devenues ce qu'elles sont en même temps que les orchidées avec qui elles faisaient alliance par-delà la barrière d'espèce, comme des travailleuses ou travailleurs d'une centrale à charbon qui ont bâti leurs maisons, noué leurs amours, appris à rêver dans la dépendance à cette énergie fossile. Des milliards d'êtres humains et non-humains vivent dans et de l'Anthropocène. Interrompre d'un coup un authentique processus terrestre, ce n'est rien d'autre que tuer. Changer une manière de vivre prend du temps, parce qu'on ne peut le

faire qu'avec les ressources mêmes qui la font vivre. Nous ne pouvons re-diriger nos manières de vivre que de l'intérieur de ce reste de Modernité, qui est notre condition d'existence pour longtemps.

Il importe donc de savoir ce qui reste des Temps modernes non seulement pour mieux connaître notre situation, mieux décrire ce qui nous arrive, où nous en sommes, ce qui se passe, mais aussi parce que ce n'est qu'en usant de ce reste que nous pourrions profiter du temps qui nous reste pour faire passer un peu de la Modernité, réduire son impact terrestre, rouvrir à d'autres temps possibles. Telle est donc notre tâche : mobiliser ce qui reste des Temps modernes pour que la Terre puisse avoir d'autres avenir que d'être ce reste. Les Temps qui restent sont donc aussi ces autres avenir virtuels qui restent encore à la Terre à condition que la griffe du moderne relâche un peu sa prise tyrannique, avenir inconnus, absolument inanticipables, que nous risquons de boucher pour toujours si nous ratons cet atterrissage de la Modernité.

On comprend dès lors qu'il n'y a pas lieu de se demander s'il faut accepter ou refuser l'héritage de la Modernité : nous ne pouvons pas le refuser ; il s'agit d'un héritage forcé. Curieuse figure de l'héritage qui n'inclut pas ce qu'on appelle en droit l'*option successorale*. Les héritiers des Temps modernes n'ont ni le pouvoir ni le droit de refuser le legs. Nous ne cesserons vraiment d'être « modernes » que quand nous aurons compris que nous ne pouvons pas rompre avec la Modernité comme la Modernité a prétendu rompre avec la supposée « tradition ». Le paradoxe de la Modernité est qu'elle fait événement à côté d'elle-même, a posteriori, par ses externalités, par son *reste*. Pour penser cet étrange événement, nous avons besoin d'une nouvelle conception de la temporalité, de l'articulation entre continuité et discontinuité, d'une autre compréhension des mots « passé », « présent » et « futur ». Hériter ne saurait plus consister en un maintien de certaines choses valorisées apparues dans le passé pour en prolonger l'efficace dans la suite des temps, au nom précisément de leur valeur ; hériter veut dire ici prendre acte de l'impossibilité de renvoyer au passé ce qui en reste car la seule manière d'ouvrir un avenir est de le prendre en charge. L'ontologie du reste doit être au principe de cette nouvelle conception de la temporalité.

Voilà pourquoi « hériter des temps modernes » est la meilleure manière de désigner notre condition – la condition de tous les terrestres – et pour longtemps encore. Nos discussions les plus importantes, dans les décen-

nies à venir, se joueront là : comment héritons-nous des Temps modernes ? Comment nous tenons-nous dans ce qui reste des Temps modernes ? Que faisons-nous de ce reste ? Dis-moi comment tu envisages d'hériter des Temps modernes et je te dirai qui tu es.

De l'existentialisme au terrestrialisme

Si on admet ce diagnostic sur le présent, on comprendra plus facilement pourquoi il faut reprendre le geste même qui avait motivé la fondation de la revue *Les Temps Modernes*. Quel était ce geste ? Sartre le disait fort clairement dans sa fameuse « Présentation des Temps Modernes » en 1945 (Sartre, « Présentation des *Temps Modernes* », in *Situations, II, op. cit.*, p. 214.) :

[...] à propos des événements politiques et sociaux qui viennent, notre revue prendra position en chaque cas. Elle ne le fera pas politiquement, c'est-à-dire qu'elle ne servira aucun parti ; mais elle s'efforcera de dégager la conception de l'homme dont s'inspireront les thèses en présence et elle donnera son avis conformément à la conception qu'elle soutient. [...] Et quelle est, dira-t-on, cette conception de l'homme que vous prétendez nous découvrir ? Nous répondrons qu'elle court les rues et que nous ne prétendons pas la découvrir, mais seulement aider à la préciser. Cette conception, je la nommerai totalitaire.

Remplacez le mot « homme » par le mot « Terre » dans le texte précédent, et vous aurez à peu près le projet d'une revue qui se tiendrait à la hauteur du défi du présent. Sartre pensait en effet cette articulation du particulier et de l'universel dans des termes humanistes ou plus exactement anthropologiques : chacune ou chacun d'entre nous, par ses choix, prenait une responsabilité à l'égard de l'Humanité tout entière, non pas nécessairement parce que ce choix avait des conséquences causales qui affecteraient indirectement l'ensemble des êtres humains, mais parce qu'il est impossible pour une personne d'*exister* effectivement sans se rapporter à soi-même comme à ce que d'autres pourraient être, donc sans s'installer immédiatement dans l'élément de l'universel. L'universalité, loin d'être un horizon lointain à atteindre par extension ou projection de certaines déterminations, était la condition minimale pour l'exis-

tence de cette singularité irréductible, ici, maintenant, telle qu'elle est, singularité qui constitue le propre d'une subjectivité humaine. Sartre était, en somme, *existentialiste*. Comme on sait, il fera un effort proprement héroïque, après 1945, pour concilier cette perspective existentialiste avec une perspective marxiste, c'est-à-dire avec une réflexion sur le déploiement de cet universel singulier dans une histoire mondiale. Il ré-introduira ainsi les médiations entre le singulier et l'universel qu'il semblait avoir court-circuitées dans ses premières formulations. Ce sera le magnifique tour de force de la *Critique de la Raison dialectique*, qui reste un des sommets de la pensée moderne. Mais il ne cessera jamais de penser que c'est au niveau d'une certaine figure de l'Humanité que se joue cette question de la totalisation.

Notre horizon de totalisation à nous n'est plus de cet ordre, mais il n'en est que plus réel. Si chacun de mes actes implique quelque chose du tout, si chaque information que je lis dans le journal doit être appréhendée en étant replacée dans une perspective « totalitaire », « synthétique » ou plus précisément *globale*, ça n'est pas parce qu'elle met en jeu des figures subjectives de l'Humain, ni même une sorte de destin collectif déterminé par le problème de la réalisation projective de cette universalité dans la singularité de chacun, mais plus prosaïquement (et aussi, à mon humble avis, plus profondément) parce qu'elle contribue à déterminer une certaine trajectoire pour la planète tout entière, affectant les humains aussi bien que les non-humains, les affectant comme *terrestres*, non seulement aujourd'hui, mais pour des siècles et éventuellement des millénaires. Nous avons tellement réduit l'espace qui s'étendait entre nos actions et la réaction des systèmes terrestres, nous nous sommes tellement immiscés dans les dynamiques des processus de terraformation (typiquement les grands cycles biogéochimiques du carbone, de l'eau, de l'azote, etc.), qu'une seule particule supplémentaire de gaz à effet de serre que nous envoyons dans l'atmosphère fait réagir le Système-Terre. La Terre est devenue extrêmement *sensible* à notre action – *irritable* disait joliment Isabelle Stengers ¹⁸. L'époque qu'on appelle « moderne » est précisément celle où les êtres humains avaient de l'espace, restaient encore à une certaine distance des processus planétaires, pouvaient agir sans modifier les conditions qui leur permettaient, à eux comme à tous les êtres coexistant sur cette planète, de se faire un séjour terrestre. La croyance même en l'Histoire tient à ce retard de la réaction du système terrestre à ces actions, typiquement à l'émission de gaz à effet de serre. Nous avons un peu de marge. Nous n'en avons plus : nous sommes déjà en train de modifier les équilibres terrestres et d'en

sentir les conséquences, non pas seulement localement, mais partout, et c'est bien à ça qu'on reconnaît qu'il s'agit de la Terre : chacune de nos actions est devenue immédiatement planétaire et peut être caractérisée par sa manière de terraformer notre planète.

En suit une nouvelle forme de la responsabilité du singulier pour l'universel : nous ne sommes plus existentialistes, mais *terrestrialistes*. On a souvent mis en écho les thèses de Sartre sur l'engagement et le fameux adage de Pascal : nous sommes embarqués. Mais combien plus juste serait cette formule aujourd'hui : méconnaître la dimension terrestre, la part que nous prenons à la terraformation de notre planète quoi que nous fassions, c'est tourner le dos à une vérité dont l'insistance caractérise précisément notre présent. De même que, pour Sartre, l'implication nécessaire de notre être dans une totalisation en cours constituait une *responsabilité*, c'est-à-dire une interpellation adressée à chacun au point le plus originaire de son être, de sa propre possibilité d'exister, montrant que nul ne pouvait se tenir dans un rapport de *vérité* à l'égard de soi-même sans prendre en compte sa position dans le mouvement du Tout ; de même, pour nous, la condition terrestre ouvre à une responsabilité : il est impossible de savoir *qui* nous sommes sans essayer de mieux déterminer *où* nous sommes sur la Terre, c'est-à-dire ce que nous faisons de ce reste des Temps modernes. Rien de ce qui est terrestre ne peut nous être étranger, tout simplement parce que nous affectons et sommes affectés potentiellement par tout ce qui est terrestre d'une manière si étroite que nous ne pouvons plus l'ignorer (et c'est bien en un sens ce dont nous avons fait l'expérience avec la pandémie de Covid-19, une lointaine mutation d'un petit brin d'ADN ayant entraîné une paralysie mondiale

19

). La manière dont nous nous nourrissons, nous abritons, nous couvrons, nous déplaçons, nous aimons ou nous faisons la guerre, a des effets sur les îles Marshall ou la banquise arctique, la forêt amazonienne ou indonésienne, la ville de Djakarta ou celle de Bordeaux.

L'engagement à l'âge de la Terre : hériter d'une revue

C'est au point exact où cette responsabilité globale nous touche que l'acte de fabriquer une revue trouvait pour Sartre son *fondement*. L'activité intellectuelle collective, l'idée de rassembler des travailleuses et des travailleurs du savoir et de la culture dans un seul et même projet, n'avait pas pour Sartre, ou pour Merleau-Ponty, d'autre justification : *prendre acte* de ce devoir qui naît de la vérité de cette implication du

Tout dans les vies individuelles ou collectives particulières. Si *Les Temps Modernes* ont été créés au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale, c'est que la guerre avait forcé à reconnaître cette inséparabilité des activités individuelles, quelles qu'elles soient – même littéraires et abstraites – et du mouvement global du monde. Cette guerre ne s'appelait pas « mondiale » pour rien : elle fut peut-être la première guerre (voire le premier événement) vraiment mondiale, car jamais aucune guerre, ni même aucun événement, n'avait mobilisé toutes les dimensions de la vie et toutes les régions de la planète avec une telle intensité, tous les êtres éprouvant en elle, et de manière plus ou moins synchrone, la fragilité de leur séparabilité, la précarité de leurs distances. Les fondateurs de la revue avaient vécu cette dimension « globale » de cet événement dans l'expérience qu'ils avaient faite de l'impossibilité de se tenir à l'écart de lui, de faire comme s'il ne les concernait pas, comme s'il existait un espace, un recoin, où les gens de culture pourraient se retirer en abandonnant les agitations humaines à leur désordre. On ne comprend rien à la problématique de « l'engagement » si on ne la remet pas dans la perspective de cette question du « tout », qui vient faire effraction dans la vie de chacune des existences singulières.

Mais un tel projet ne peut qu'avoir encore plus de sens aujourd'hui. Si c'est de la planète qu'il est question désormais dans nos vies ordinaires, on comprend que l'ordre du global est nécessairement en cause dans l'appréhension de notre situation. Jamais une approche « globale », « synthétique », ou « totalitaire » n'a été plus justifiée qu'aujourd'hui. Sartre aurait reconnu, dans cette *planétarisation* de nos existences, une des figures à la fois inattendues et au fond prévisibles de cette totalisation dont il avait pressenti qu'elle seule fournissait l'élément dans lequel caractériser chaque activité ou chaque vie singulières. Cette totalisation s'accomplit non comme la réalisation d'une essence paradoxale (dialectique), l'existence humaine, mais par la ré-immersion d'une manière d'user de la Terre, d'un mode de terrestrialisation, dans certaines limites planétaires. La Grande Contraction, définie par le rapprochement accéléré d'un ensemble de seuils d'irréversibilité, situe chaque être sur cette Terre par sa manière de contribuer, plus ou moins, de telle manière ou de telle autre, à cet immense rétrécissement des temps et des espaces, ou au contraire de le contrarier. Un espace est ouvert pour une action potentielle, l'espace qui nous sépare encore du franchissement de ces seuils. C'est dans cet espace qu'il y a encore sens à parler d'Histoire. Sartre avait raison : l'Histoire est bien un processus de totalisation ;

cette totalisation cependant s'opère non pas au niveau anthropologique, mais au niveau géologique, et elle s'opère à rebours, par la manière dont chacun infléchit les processus qui nous précipitent vers ces seuils. Dis-moi comment tu contribues à la Grande Contraction, et je te dirai ta place dans l'histoire universelle.

La responsabilité n'est jamais purement et simplement enracinée dans la vie morale, les normes, les idéologies, les devoirs : elle implique aussi quelque chose du côté de la vie matérielle ou de ce qu'on appelle communément la réalité. Elle a, en somme, des fondements ontologiques et non pas seulement axiologiques ou psychologiques. Cela aussi, d'ailleurs, est une leçon qu'on peut retenir de l'existentialisme sartrien, certes en le tirant dans une direction opposée à celle que lui a attribuée un humanisme tragique en phase avec les tendances spirituelles de la période moderne, tout imbue de sa métaphysique des sujets souverains et coupables. Notre sujet à nous, désormais, émerge du fond des entrailles de la Terre et non plus de la relation problématique qu'il est censé entretenir avec lui-même. Il n'en est pas moins un sujet, en un sens certes encore obscur, à élaborer, mais dont nous savons déjà qu'il n'existe qu'à la condition de percevoir sa propre temporalité comme une manière de s'inscrire dans les temps qui restent.

On comprend dès lors l'étonnant contresens sur notre présent qu'implique à nos yeux la décision de fermer *Les Temps Modernes* aujourd'hui. Fermer cette revue, c'est montrer qu'on ne comprend ni le présent, ni la manière dont il s'articule à notre passé, ni enfin la tâche qui s'impose à nous si nous voulons nous mettre d'accord avec ce présent en clarifiant notre rapport au passé et la manière dont il y a encore sens à parler d'avenir et d'action collective dans un tel contexte. Jamais n'a été si pressant le besoin d'une revue généraliste, et d'une revue généraliste exactement du genre de celle que *Les Temps Modernes* ont voulu réaliser. Car une revue généraliste tient à l'existence d'une responsabilité partagée à l'égard d'un processus global. Et rien ne caractérise mieux notre présent, et l'urgence à laquelle il nous confronte, que cette interpellation adressée à chacun dans son rapport au tout.

On objectera peut-être qu'il est caractéristique des Modernes de ne jamais comprendre ce qu'ils font – qu'il est donc dans la logique d'une revue intitulée *Les Temps Modernes* que de se fermer au moment même où son projet originaire acquiert enfin son sens maximal et une évidence in-

contestable. On aurait raison. Mais nous en sommes d'autant plus sommés de refuser cette simple liquidation. Précisément parce que la Modernité ne peut pas être liquidée *comme cela*. Il faudra bien du travail pour la faire passer. Et voilà pourquoi il n'y a pas de meilleur endroit que l'interruption même de la revue *Les Temps Modernes* pour répondre à l'interpellation la plus profonde de notre temps. On y retrouve toutes les ambiguïtés et les équivoques caractéristique du problème de notre présent en tant qu'il se trouve en situation de *venir après*, donc d'une certaine manière de continuer sans répéter ce qui l'a précédé, et surtout de résister à un certain mode toxique de temporalisation qui se perpétue dans sa manière même de se croire passé.

Ainsi se clarifie l'urgence du moment : fabriquer un cadre collectif où nous pourrions prendre acte de la dimension forcément totalitaire (terraformante) de nos vies, en multipliant les enquêtes, les points de vue, les hypothèses, les audaces, afin simplement de devenir plus précis sur la manière dont nous faisons le Tout planétaire qui nous fait en retour, que nous le voulions ou non, que nous le sachions ou non, et cela en chacune de nos actions et, surtout, de nos inactions. La vraie question est de savoir *quel genre de terrestres* nous sommes, et aussi combien de genres de terrestres il y a sur cette Terre, comment ces terrestres peuvent s'unir ou se combattre en fonction précisément de leurs modes respectifs de terrestrialisation, quelles alliances et quelles lignes de front nous devons dessiner en fonction de la Terre que nous voulons. Hériter des Temps modernes, cela veut donc dire : nous retourner vers l'histoire de la modernité pour y discerner à la fois ce qu'elle fait de la Terre et ce qui peut être détourné de ces dynamiques dirigées vers un certain nombre d'irréversibilités sur lesquelles nous pouvons encore agir, pour infléchir le cours des choses et rouvrir à la Terre d'autres destins que celui de n'être plus que le reste d'une Modernité exsangue.

Voilà pourquoi il ne faut pas se résigner à l'interruption de la revue *Les Temps Modernes*, mais bien *hériter des Temps Modernes*. Reste à savoir comment. C'est évidemment la question la plus importante : que faire ? Il faut en venir enfin à cela.

4. Les Temps Qui Restent

Le petit collectif que le dernier comité de rédaction a réuni, à l'initiative de Juliette Simont et de moi-même, pour réfléchir à ce qu'il y avait lieu de faire de cette interruption des *Temps Modernes*, a repris et discuté le projet que nous avons présenté à l'éditeur. À l'issue de ces discussions, j'ai présenté un projet qui a reçu l'approbation de beaucoup d'entre nous, à l'intérieur comme à l'extérieur du comité de rédaction. C'est ce projet que je voudrais maintenant présenter aux lectrices et aux lecteurs, afin qu'à leur tour ils puissent juger de la manière dont il résonne avec ce qu'ils perçoivent des exigences du présent, mieux comprendre ce qui anime le collectif qui a abouti à cette nouvelle revue – et éventuellement décider d'y contribuer !

Un titre : Les Temps Qui Restent (TQR)

Un point ne fait aucun doute : un tel projet ne pouvait pas s'appeler *Les Temps Modernes*. D'abord, je l'ai dit, parce qu'il existe un propriétaire de ce titre, nous l'avons découvert lors de nos démêlés avec Antoine Gallimard. Ensuite, parce qu'après tout un tel titre ne marquerait pas assez la rupture dans la continuité que le projet même se propose de saisir : faire suite, reprendre, hériter, ça ne saurait être purement et simplement réaffirmer. On ne peut pas tourner le dos aux Temps modernes, mais on doit changer de rapport et d'orientation par rapport à eux – et le titre de notre projet doit marquer ce mélange de rupture et de continuité.

Un titre s'est imposé à nous avec évidence : *Les Temps Qui Restent*. Il nous est impossible de prolonger *Les Temps Modernes* ? Soit. Nous fabriquerons donc *Les Temps Qui Restent* ! On ne dira plus « les TM », on dira : « les TQR » !

Ce titre conserve, bien sûr, le même jeu amphibologique que celui auquel il succède. *Les Temps Qui Restent*, c'est à la fois le nom d'une revue et d'une époque, plus précisément de notre présent, caractérisé, dans ce qu'il a de plus propre, comme ce court laps de temps que nous avons encore pour infléchir les processus en cours avant le passage des seuils d'irréversibilité dont j'ai parlé. *Les Temps Qui Restent*, c'est aussi bien sûr ce qui reste de la revue *Les Temps Modernes*, qui, répétons-le, n'est pas achevée mais arrêtée, et arrêtée par l'autorité d'un propriétaire qui ne l'avait ni initiée ni fabriquée au quotidien – qui se l'est donc bien, au sens exact, appropriée. Nous pensons que la rupture brutale avec la revue qui s'est appelée *Les Temps Modernes* et avec l'époque qu'elle cherchait à sai-

sir s'est faite à contretemps ; s'impose dès lors à nous la nécessité d'une revue se consacrant à faire l'inventaire de ce *reste* de la Modernité dans lequel nous sommes de fait condamnés à vivre et qui constitue la condition des actions collectives ou individuelles que nous pourrons accomplir pour rouvrir un avenir terrestre de nouveau multiplié. *Les Temps qui restent*, ce sont donc aussi *ces autres temps* qui restent à découvrir, qui ne sont pas encore là, auxquels nous ne savons pas encore faire une place, ces avenir multiples auxquels nous ne pourrons laisser une chance qu'à la condition de cesser vraiment d'être modernes. Voilà donc assez d'arguments en faveur ce titre : ce sera donc *Les Temps Qui Restent*.

Un projet : une revue généraliste

Les Temps Qui Restent désigne ce qui s'inscrit dans l'héritage forcé des *Temps Modernes*. Mais pourquoi cela devrait-il être forcément une revue ? Est-ce là la forme la plus opportune pour répondre au problème que capte le titre même de ce projet ? Et d'ailleurs qu'est-ce qu'une revue ?

La question reste assez énigmatique – nous avons pu le constater lors de nos travaux préparatoires, où cette question a fait l'objet de discussions récurrentes. Pour ma part, j'en suis arrivé à une définition assez simple, quoique précise : *une revue est un collectif de producteurs et productrices de formes culturelles travaillées, à la recherche d'un désir commun*. Décomposons un peu cette définition, qui nous aidera à clarifier le projet.

Une revue est d'abord un collectif, c'est-à-dire un outil pour se rassembler, pour mettre des forces en commun afin d'avoir une plus grande capacité d'agir sur le monde. La formation d'un collectif a toujours un motif simple : on est moins faible à plusieurs qu'isolé. Un projet de revue, comme n'importe quel collectif, s'inscrit donc nécessairement dans des rapports de force qui structurent le monde où et dont nous vivons, et tente de les infléchir afin de changer quelque chose à l'ordre de ce monde ou du moins à son cours, à ses tendances. Il a de ce fait nécessairement un caractère politique : c'est une petite machine de guerre. Rassembler des forces, nouer des alliances, dessiner des vecteurs convergents, pour mieux *peser*, telle est la fonction d'une revue et il ne faut jamais l'oublier en se laissant aller à croire qu'elle est un but en soi.

Une revue généraliste n'est pas cependant n'importe quel collectif. Chaque collectif se définit à la fois par son genre d'action et par son but. Le genre d'action du collectif que constitue une revue généraliste peut se définir de la manière suivante : il espère agir en produisant ce que j'appelle des « formes culturelles travaillées ». L'expression de « producteurs et de productrices de formes culturelles travaillées » remplace ce que Sartre nommait « intellectuels » (qui remplaçait elle-même l'expression honnie d'« hommes de lettres », dont Sartre se moque dans sa « Présentation des *Temps Modernes* »). Ce dernier terme correspond à un état périmé à la fois de l'organisation du monde, de la partition des domaines d'activités, des formes de la légitimité et de ce dont nous avons besoin pour traiter la question des Temps qui *nous* restent. Notre intention est en effet de rassembler des personnes qui donnent forme à cette relation encore obscure entre nos vies singulières et la forme du Tout terrestre qui nous fait autant que nous le faisons. Cette relation étant par définition non-immédiate, il faut fabriquer des *formes* qui permettent de la faire sentir. Cela peut se faire de bien des manières : en produisant des concepts (philosophie), en donnant des informations correctes (savoirs), en changeant nos percepts (arts et littérature), en inventant des dispositifs d'action (techniques et politiques ou militants), bref en intervenant sur un des aspects de la manière dont les êtres humains organisent leurs propres existences terrestres – c'est-à-dire de qu'on peut bien désigner par le mot « culture ». Le propre d'une revue *généraliste*, par opposition à une revue savante, ou à l'organe interne de telle ou telle organisation déjà constituée (parti, syndicat, entreprise, association, administration, etc.), est d'être concernée par potentiellement n'importe quel domaine de la culture. *Les Temps Qui Restent* s'intéresseront donc à toute pratique qui contribue à dessiner un mode d'habitation terrestre ayant des effets en retour sur la trajectoire planétaire qui la rend possible. Ils mobiliseront l'ensemble du champ de la culture dans une réflexion sur son propre présent.

Je parle cependant de « formes culturelles *travaillées* », car, si on adopte une définition objective (socio-anthropologique) de la culture, tout le monde en produit en permanence, ne serait-ce qu'en parlant (mais aussi en s'habillant, en stylisant sa démarche, en écoutant de la musique, en se rendant sensible à un paysage, etc.). En revanche, faire, d'un travail sur une forme culturelle, la finalité de son activité, ou plus exactement produire une forme culturelle qui manifeste en elle-même le fait qu'elle ait été produite au terme d'une hésitation, d'une recherche, bref d'un *tra-*

vail, cela spécifie un genre d'activités particulier qui, sans s'enfermer dans les compartiments trop rigides de la « haute culture » (littérature, philosophie, sciences, etc.), permet malgré tout de ne pas se dissoudre dans l'ensemble des activités humaines. Car nous voulons réunir des personnes impliquées dans la production culturelle d'une manière spécifique : parce qu'elles y *travaillent*.

Par « formes culturelles travaillées » j'entends donc des textes, mais aussi des images, des sons, des actions, des événements, qui, sans être nécessairement produits par des spécialistes, sont néanmoins le résultat d'un travail et donc d'un engagement normatif à l'égard de ce que doit être cette pratique, et qui de surcroît manifestent en eux-mêmes le fait qu'ils sont le résultat de cet engagement. Il ne s'agit donc pas seulement de formes culturelles issues d'une réflexion (on peut pratiquer l'écoute de la musique en y réfléchissant, en y mettant beaucoup de soin, de discrimination), mais de formes culturelles qui intègrent dans leur résultat la manifestation d'une décision normative sur cette pratique. Du savoir, on en produit tous les jours, sans même s'en rendre compte ; mais un contenu de savoir qui se produit tout en mettant en valeur une certaine idée de ce que doit être un savoir (ou un certain genre de savoir), cela correspond plus ou moins au domaine des sciences (et aussi bien, soit dit au passage, à ce que fait un chamane quand il « rêve » en se donnant des visions). Il en va de même pour toutes les activités culturelles : elles ont des formes plus ou moins spontanées, plus ou moins réfléchies, mais surtout plus ou moins *travaillées* – et tout cela (spontanéité, réflexion, travail) ne revient pas au même. Les travailleuses et travailleurs de formes culturelles incluent donc des scientifiques, qu'ils viennent des sciences sociales (sociologues, économistes, anthropologues, géographes, etc.) ou des sciences dites « de la nature » (climatologues, physiciens, géochimistes, mathématiciens, etc.), ainsi que des philosophes, des écrivaines et écrivains, mais aussi des artistes, des cinéastes, des graphistes, des stylistes, des designers, sans oublier des ingénieurs, des médecins, des artisans, et même ceux et celles qui veulent inventer des genres de vie et de production, des pratiques amoureuses ou sexuelles, des styles d'amitié et de parenté, bref mettre un pan ou un autre de la culture au travail – à condition bien sûr que ce travail se veuille (ou puisse être vu) d'une manière ou d'une autre comme une réponse au problème de la Grande Contraction.

Je parle enfin d'un collectif à *la recherche d'un désir commun*, car je crois qu'il n'y pas de sens à fonder une revue si on ne pense pas que nous sommes plusieurs à vouloir faire des choses *ensemble*. – « Nous » ? Nous qui ? – Nous, producteurs et productrices de formes culturelles travaillées qui nous retrouverons dans *cette* revue, et cela à l'exclusion d'autres manières de produire des formes culturelles travaillées, donc *contre* d'autres collectifs. Ce dernier trait est essentiel et permet de mieux comprendre la différence entre une revue et un médium ou un journal.

Nous avons eu la chance de discuter de cette différence avec Sylvain Bourmeau, le fondateur du « quotidien d'idées » en ligne *AOC*. *AOC* est un journal, un journal d'idées certes, mais pas pour autant une revue, parce qu'il ne cherche pas à réunir les contributeurs afin qu'ils s'expliquent collectivement sur un hypothétique désir collectif qui les rassemblerait dans ce médium. Certes, il permet à différents groupes de le faire indirectement : en le lisant au fil des jours, on se donne une carte de ce qui se fait, permettant de mieux situer ses solidarités et ses antipathies. Mais un journal ne cherche pas à définir une ligne de force susceptible de rassembler tout le monde dans une direction commune. *AOC* est comme *Le Monde*, *Libération*, *The Guardian*, etc. : il s'agit d'informer, en l'occurrence, certes, d'informer sur des idées, mais d'informer. S'il a une ligne éditoriale (comme les autres journaux), elle porte sur la *qualité* des publications : il s'agit de donner une certaine idée de la diversité des travaux de qualité réalisés autour de soi, afin que chacune et chacun puisse ensuite, individuellement ou collectivement, fabriquer sa propre vision polarisée du moment présent de manière mieux informée (ce qu'on peut attendre d'un bon journal). Certes, aucun journal n'est impartial, mais il fonctionne malgré tout à la séparation hypothétique du fait et de son commentaire : s'il y renonçait, il ne s'agirait plus tout à fait de ce qu'on a appelé traditionnellement du « journalisme » 20. Le biais idéologique et la partialité sont inévitables, mais ils ne constituent pas un objectif *en soi* du projet journalistique.

Une bonne revue est tout à fait différente d'un bon journal. Elle doit viser plus que la qualité des contenus qu'elle propose au regard de l'actualité ou de l'information. Elle doit viser la clarification d'un désir collectif au regard d'un problème qui importe. Un bon journal peut chercher à défendre une impartialité au moins relative, précisément pour viser la qualité de l'information ; une revue ne doit jamais s'en tenir là. Elle doit

avoir au moins l'espoir de dégager une ligne, c'est-à-dire une image de la manière dont il faut faire converger les énergies collectives dans une direction, en l'occurrence celle qui permette de répondre au mieux au défi civilisationnel de la Grande Contraction. Si elle doit maintenir une certaine qualité de l'information, ce n'est pas son but premier, mais seulement une condition nécessaire si elle veut que la mobilisation des énergies collectives à laquelle elle vise soit efficace et sensée.

Cela ne veut pas dire qu'elle doive avoir une ligne idéologique *a priori* : Sartre s'y est toujours opposé, et nous maintiendrons cette attitude. Mais elle doit en présupposer la possibilité et en faire l'horizon de son action. Une revue donne une image de ce qu'on pourrait faire *ensemble*. Le noyau essentiel de toute revue me semble là : le désir collectif de travailleuses et de travailleurs de formes culturelles, qui ne savent pas forcément d'avance avec précision ce qu'elles veulent faire ensemble, mais qui, jusqu'à preuve du contraire, souhaitent le trouver, et qui veillent à ce que les personnes sélectionnées pour faire ce travail ensemble aient quelque chose de cohérent à proposer. La revue est donc le lieu d'une interrogation continue sur les raisons de ce désir d'être ensemble ou plus exactement de faire quelque chose ensemble. Une revue déploie l'herméneutique de son désir par un collectif de travailleuses et travailleurs culturels.

Il s'ensuit que toutes les travailleuses et tous les travailleurs de formes culturelles qui se reconnaissent dans la question « comment hériter des Temps modernes » telle que je viens de la poser, qui pensent qu'il faut s'unir pour peser sur cette question dans un certain sens, et cela contre certaines forces qui ne permettent pas de faire valoir ce sens et donc aussi contre d'autres collectifs de travailleurs et travailleuses culturels, tous sont susceptibles de faire partie du collectif de la revue *Les Temps Qui Restent*.

Cela, certes, fait potentiellement beaucoup de monde. Mais une revue se définit non seulement par sa question propre (en l'occurrence, pour nous : comment répondre à la Grande Contraction ou hériter des Temps modernes) et une certaine intuition qui guide a priori son recrutement (sur laquelle je reviendrai), mais aussi par son style. J'en viens donc à cela.

Un style : liberté des formats, des contenus et des orientations

Il y avait bien une identité stylistique ou formelle propre aux *Temps Modernes* et il est pertinent de se demander si on veut ou non en hériter. Quelle était-elle ? Je dirais simplement, d'un mot éminemment sartrien, la *liberté*.

Liberté de formats d'abord. L'extraordinaire hétérogénéité des formes et des formats est un des traits qui frappent le plus évidemment quand on se retourne vers les archives des *Temps Modernes*. Cette liberté se manifeste dans tous les domaines. Contrairement à bien d'autres publications, *Les Temps Modernes* se refusaient à imposer un nombre de caractères ; ils n'exigeaient pas qu'on tienne un certain régime de discours (élevé, scientifique, sérieux, satirique, ou autre) ; ils n'imposaient aucune norme a priori de rigueur scientifique ou d'orientation esthétique. On peut y trouver des textes de 100 pages comme d'autres d'une seule page, de la prose comme de la poésie, des graphiques statistiques comme des entretiens...

C'est un invariant de toutes les discussions que nous avons eues sur les différents projets de relance de la revue que nous avons pu imaginer : jamais ce trait caractéristique des *Temps Modernes* n'a été remis en cause. *Les Temps Qui Restent* garderont des *Temps Modernes* cette liberté : aucune limite de taille, aucune norme stylistique, aucune obligation de format, aucune restriction sur le médium (il pourra s'agir de textes, d'images, de podcasts, de vidéos, etc.). Non pas que nous nous proposons de publier tout ce qu'on nous enverra. Mais nous ne pensons pas opportun de limiter d'avance l'espace du publiable sur ce genre de critères et nous réservons à l'intelligence critique du collectif la capacité à juger sur chaque cas ce qui doit rejoindre le corps et le corpus de nos publications. Une telle diversité nous semble indispensable si on veut faire une revue généraliste, c'est-à-dire une revue qui capte quelque chose du Tout. La liberté qui règnera aux *Temps Qui Restent* est le corrélat du problème qu'elle prend en charge. Car comment pourrait-on formater a priori un collectif qui se propose de mieux saisir le Tout terrestre ?

Liberté des formats donc, mais aussi liberté dans le choix des sujets : il doit pouvoir y être question de géopolitique, d'économie, de théorie littéraire, de géophysique, d'informatique, de monographies sur des auteurs ou d'enquêtes sur des événements contemporains. Liberté aussi

dans le profil des auteurs et des autrices : on a pu trouver dans *Les Temps Modernes* des jeunes anonymes engagés dans les *black blocs* à côté des plumes les plus consacrées du temps, sans que nul, d'ailleurs, ne puisse signer en se prévalant de ses *titres*, qui ne figuraient *jamais* dans la signature, à la grande surprise de certains... Nous maintiendrons cette tradition : nous accueillerons toutes sortes de contributions et celles-ci seront signées par des personnes qui peuvent se présenter comme elles le souhaitent sur une page d'autoprésentation dédiée. Et liberté enfin par rapport aux orientations idéologiques constituées.

Ce dernier point, bien sûr, est essentiel. Nous l'avons dit : si une revue ne se justifie que par la possibilité de voir se dessiner à l'horizon une ligne générale, elle n'a pas à la présupposer. C'était exactement la position de Sartre :

« Nous abordons tous l'étude de ces problèmes dans un esprit commun; mais nous n'avons pas de programme politique ou social ; chaque article n'engagera que son auteur. Nous souhaitons seulement dégager, à la longue, une ligne générale

21 . »

La revue se caractérisait non par une ligne, mais par une méthode. Merleau-Ponty disait de son côté qu'il s'agissait de « déchiffrer le présent, d'une manière aussi complète et fidèle que possible, qui n'en préjuge pas le sens, qui même en reconnaisse le chaos et le non-sens là où ils se trouvent » 22 .

Les Temps Qui Restent hériteront de cet esprit « synthétique » que Sartre et Merleau-Ponty avaient mis en avant, mais avec une nouvelle condition : la condition terrestre. Comme eux, nous pensons qu'il faut se méfier de la tentation de totaliser trop vite ce qui nous emporte ensemble. Nous n'avons aucune raison de croire que les divisions actuelles du champ idéologique correspondent effectivement à celles dont nous avons besoin pour saisir les véritables problèmes que nous pose la Grande Contraction Planétaire. Il ne faut pas forcément suspendre, mais du moins éviter de durcir les lignes de clivage qui permettent de répartir les alliés et les ennemis relativement à la grande tâche d'héritage des Temps modernes qui est la nôtre. Plutôt que d'épouser les clivages actuels du champ idéologique, nous nous donnerons pour mission de constituer, relativement au défi de la Grande Contraction, une *diagonale*

de la liberté, susceptible de composer une force plus pertinente et plus efficace dans le champ des rapports de forces (et de faiblesses) au sein desquels nous avons à agir collectivement, à prendre en charge notre présent.

Un objet : une revue en ligne

Mais quelle sera plus concrètement la réalité de cette revue ? Une revue papier ? électronique ? Périodique ? non périodique ? Avec quelle procédure de recrutement ? Quelle règle de sélection des contributions ? Il faut en venir à ces questions très concrètes.

Après de longues réflexions, il nous est apparu que la forme la plus raisonnable que devait prendre un tel projet est d'abord celle d'une revue en ligne, autrement dit d'un site Internet. Celle-ci formera donc l'épine dorsale du collectif. Le fait est que l'espace public est aujourd'hui, et pour encore quelques années, digitalisé. Or c'est dans le monde présent que nous voulons que les TQR *fassent une différence*. Intervenir dans ce monde numérique est donc le moyen le plus direct de mettre en œuvre notre projet. À partir du site, plusieurs projections seront mises en œuvre. Projection événementielle, à travers l'organisation d'événements publics : présentations de numéro, conférences, débats publics, soirées et pourquoi pas expositions. Projection papier aussi : chaque début d'année, nous publierons au Seuil un « rapport annuel des *Temps qui restent* » qui reprendra à partir d'un thème un certain nombre de contributions éventuellement développées.

Mais je voudrais décrire d'abord l'architecture du site telle qu'elle est envisagée, avant de conclure cette longue « présentation des *Temps qui restent* » par quelques précisions sur la gouvernance du collectif.

Concernant l'architecture, le maître mot qui a guidé nos choix est l'exigence de clarté, afin que la signification terrestre de ce qui nous arrive puisse devenir plus lisible au plus grand nombre de personnes. La revue sera divisée en rubriques qui ont vocation à rendre plus faciles à appréhender les contenus proposés et leur articulation au projet éditorial de la revue. Nous en avons proposé cinq, que je précise rapidement.

La première rubrique s'intitule « Interventions (généralistes) » : elle rassemble des contributions qui mobilisent l'attention suscitée par certains

problèmes déjà constitués dans l'espace public, éventuellement pour les déplacer, et formulent tantôt des *opinions* (soit individuelles, soit collectives – typiquement ce qu'on appelle, dans les colonnes des journaux, des « tribunes »), tantôt des *critiques* (par exemple de livres, de films, de spectacles, etc.), tantôt des essais de *médiation* de travaux qui ne sont pas faciles à appréhender pour tout le monde (typiquement d'articles scientifiques parus ailleurs, éventuellement même dans la revue, mais dont on peut donner une formulation exotérique plus accessible afin de mieux marquer l'importance de ces résultats). Dans cette rubrique apparaîtront des contenus qui font l'effort de participer à la formation d'un espace public en allant le chercher là où il se trouve et en lui montrant que quelque chose est pertinent pour lui, toujours avec cette générosité qui consiste à se placer dans l'actualité, au sens de l'ensemble des questions qui intéressent l'espace public formaté par les organes de presse, les réseaux sociaux, bref la rumeur. Bien sûr ces contenus doivent être pertinents pour la question qui nous occupe : que faire des temps qui restent ?

Deuxième rubrique : « Études (spécialisées) ». On y trouvera des contributions qui peuvent être académiques, techniques, scientifiques (de « sciences dures » ou de « sciences humaines »), dans les arts ou dans les technologies, susceptibles de compter dans une communauté relativement spécialisée. En séparant la rubrique « Interventions » de la rubrique « Études », nous espérons ne pas submerger les usagers du site par des contributions qui sont importantes pour comprendre les temps qui restent, mais qui sont susceptibles de rebuter les non-spécialistes, parce qu'elles doivent se soumettre au jugement par les pairs plus qu'à l'information de l'espace public. Il est souhaitable que des études précises et détaillées fassent aussi l'objet d'une présentation plus synthétique publiée dans la rubrique « Interventions ». Articuler la dimension spécialisée des savoirs dont nous avons besoin pour prendre en charge les temps qui restent, et l'exigence de publicité maximale corrélative du caractère global de ce problème, est une des grandes difficultés de notre temps. Avec cette paire de rubriques, nous tenterons de répondre à cette difficulté.

Troisième rubrique : « Propositions (singulières) ». Il s'agit ici de faire une place à des œuvres, textuelles, visuelles, sonores, qui ni ne répondent directement à un problème particulier déjà construit et facilement identifiable dans l'espace public, ni ne revendiquent une certaine

valeur dans des espaces spécialisés, mais qui se proposent en quelque sorte au monde pour elles-mêmes – d'où leur caractère *singulier*. Si vous écrivez une axiomatique philosophique pour esquisser un grand système métaphysique, elle n'a par définition pas de relation très claire avec telle ou telle question disputée dans l'actualité, mais elle peut néanmoins vous sembler pertinente par rapport au projet synthétique de la revue. C'est une manière de proposer un monde. Une œuvre d'art aussi peut relever de ce registre et il est très important que les artistes aient toute leur place dans ce projet, avec leur désir propre, qui n'est pas forcément d'intervenir sur ce qui préoccupe déjà l'espace public, bien que leur entreprise ait à leurs propres yeux un rapport, éventuellement encore un peu obscur et seulement intuitivement perçu, avec les interrogations collectives qui nous animent. Il en va de même pour une invention technologique ou une théorie scientifique : il se peut qu'on sente qu'elle communique en esprit avec une démarche de reterrestrialisation de sa pratique, bien qu'on ne souhaite ou ne puisse établir un lien direct avec le projet de réencastrement dans les limites planétaires. Cette rubrique a pour ambition d'assumer cette impossibilité de décrire pas à pas les médiations qui rattachent une invention humaine au tout qui la conditionne et qu'elle affecte en retour.

Quatrième rubrique : « Documents (fragmentaires) ». Elle rassemblera à la fois des archives, des témoignages (ce fut une des marques de fabrique des *Temps Modernes* que de donner la parole à des gens sans autorité, à travers les fameuses « vies » ²³), mais aussi des revues de presse, des graphiques, des statistiques, des annonces d'événements (conférences, performances, actions militantes), et peut-être d'autres formats que nous ne pouvons pas encore formuler ²⁴. Avec, bien sûr, toujours la même contrainte : celle de contribuer d'une manière ou d'une autre à nous permettre de mieux saisir notre implication dans les temps qui restent. La différence entre les contributions dans cette rubrique et la documentation qui pourrait être mobilisée dans d'autres contributions (par exemple des articles scientifiques ou des essais) tient à ce qu'ici les documents sont présentés de manière plus brute, en laissant plus ouverte l'interprétation.

Enfin la dernière rubrique s'intitulera « Débats (internes) ». En effet, après la généralité (militante), la spécialité (studieuse), la singularité (inventive), le fragment (documentaire), vient la division (interne). Il s'agira ici de rendre visibles les clivages qui traversent le collectif lui-même, afin

de les traiter comme des questions elles-mêmes collectives et des symptômes tout à fait réels des dynamiques de reterrestrialisation qui constituent l'élément de notre action. Contrairement aux « Interventions », qui peuvent bien sûr contenir des prises de position sur des questions disputées en dehors ou à l'intérieur de la revue, cette rubrique mettra en scène la discussion explicitement, soit en organisant des conversations (écrites ou enregistrées, voire filmées), soit en mettant en miroir des prises de positions clairement articulées sur un mode dissensuel les unes avec les autres. Les Temps qui restent ne sont pas des temps consensuels. Mais les divisions ne sont pas des obstacles : ce sont des outils d'intelligibilité. Elles disent aussi ce qui de nos problèmes reste encore en suspens.

Voilà donc croqué schématiquement le visage d'un numéro des *Temps Qui Restent*. Chaque numéro est trimestriel. Il y en a donc quatre par ans (janvier-mars, avril-juin, juillet-septembre, octobre-décembre). Néanmoins, les contenus sont mis en ligne en flux continu : leur date de mise en ligne décide du numéro auxquels ils sont rattachés. Une newsletter hebdomadaire vient informer des contenus publiés dans la semaine précédente et prévus dans la semaine suivante.

Cependant, la répartition en rubriques n'est pas le seul mode d'organisation des contenus au sein d'un seul numéro. Chaque numéro possède aussi un sommaire en trois sections.

La première section est faite de « chroniques », c'est-à-dire de contributions régulières faites par des membres du collectif, selon des périodicités variables (une fois par semaine, par mois, par trimestre, tous les deux mois, etc.). Le nombre important de ces chroniques est sans doute une caractéristique des *Temps qui restent* par rapport à d'autres revues existantes. Il manifeste le caractère fortement collectif de cette revue, qui n'est pas seulement un espace de publication occasionnel, mais aussi un dispositif visant à construire une communauté inscrite dans le temps, susceptible de se répondre, de se lire, de s'ajuster à sa diversité, de tenter aussi de couvrir autant d'aspects que possible des dimensions du présent pertinentes pour faire atterrir la modernité. Intermédiaire entre les blogs personnels et les chroniques de presse, cette section est composée de chroniques d'actualités scientifiques ou de poésie, ou, de critiques de série vidéo ou de méditations sur les temps qui passent, de documentaires radiophoniques ou de critiques de contenus créés sur Internet.

Elle constitue la membrane sensible des Temps qui restent, son tableau de bord fragmentaire mais significatif.

La seconde section est constituée par les « dossiers ». Ceux-ci rassemblent des contenus ayant une certaine unité thématique. Ils peuvent avoir été pensés comme tels a priori, ou bien être générés *a posteriori* en regroupant un certain nombre de contenus nouveaux et d'autres plus anciens lorsqu'on se rend compte qu'il existe une certaine unité thématique. Il peut y avoir plusieurs dossiers par numéro.

La troisième section, enfin, est composée des « varia », autrement dit de toutes les contributions, quels que soient leurs formats, qui n'appartiennent ni aux dossiers, ni aux chroniques.

Chaque contenu de ces trois sections appartient par ailleurs nécessairement à une des cinq rubriques.

Ajoutons que les contributions pourront être en différentes langues, bien que, pour des raisons techniques, l'architecture du site soit en français. Nous encouragerons bien sûr les traductions, mais nous n'y procéderons pas systématiquement. Il arrivera donc que certains contenus ne soient pas publiés en français. Lorsqu'un contenu est publié en plusieurs langues, on peut choisir soit la langue originale, soit une des langues de traduction (dont le français).

Une organisation : le Collectif, le Conseil et le Comité exécutif des Temps Qui Restent

Il reste à parler de la gouvernance d'un tel projet. Par sa nature même, il ne nous a pas semblé compatible avec la vieille notion de comité de rédaction. Sa gouvernance reposera sur ce que nous proposons d'appeler un Conseil : le Conseil des *Temps Qui Restent* a tout à fait, à l'égard des temps qui restent, cette fonction – conseiller... Nous avons estimé nécessaire de faire éclater la notion de comité de rédaction : trop restreint, trop susceptible de donner lieu à des mécanismes de captation et de pouvoir, délétères en général et nuisibles en particulier quand il s'agit de mobiliser très largement pour contribuer à une tâche aussi ample que celle de faire atterrir la Modernité. L'organe actif du collectif contiendra non pas quelques personnes, mais des dizaines de personnes (plus d'une centaine au moment de son lancement).

La gouvernance d'un tel projet doit articuler quatre cercles :

- Le cercle des personnes susceptibles d'être mobilisées par la fréquentation du site (c'est en somme notre public) ;
- le cercle des personnes qui contribuent à ce site, autrement dit les autrices et les auteurs des contributions (nous l'appellerons le « Collectif des *Temps Qui Restent* ») ;
- le cercle des personnes qui se reconnaissent dans le projet et souhaitent l'accompagner à des degrés divers (c'est lui que nous appellerons le « Conseil des *Temps Qui Restent* ») ;
- le cercle des personnes qui portent le projet au quotidien (qui formeront le « Comité exécutif des *Temps Qui Restent* »).

Le fonctionnement du projet reposera sur l'articulation de ces quatre cercles coexistants. L'esprit qui nous a guidé dans la définition des quelques règles procédurales organisant cette articulation est le souhait de favoriser le plus large engagement possible de chacune et de chacun dans la réalisation d'une œuvre commune (la réouverture, de l'intérieur de l'Anthropocène qui est l'héritage moderne, d'autres avenir pour la Terre). Nous devons répondre à une double contrainte : mobiliser largement d'un côté, mais aussi fixer un cap exigeant de l'autre. À cette fin, nous avons essayé d'organiser la plus grande asymétrie possible entre pouvoir de proposition et pouvoir de blocage, au profit de la première, afin de favoriser la dynamique de participation, tout en veillant à éviter la privatisation du projet collectif. Le mot « voici » sera toujours plus important à nos yeux que le mot « non ». Sans entrer dans le détail de notre petite Constitution, ou plutôt de notre Charte de gouvernance (**qu'on pourra consulter ici**), voici quelques précisions qui permettront de se faire une meilleure idée de notre fonctionnement. Car, après tout, la manière dont une entité terrestre traite la question du pouvoir dit beaucoup de la Terre qu'elle projette...

Toute personne (individu ou collectif) qui a publié dans les TQR fait automatiquement partie de ce que nous appellerons le « Conseil des *Temps Qui Restent* » : elle dispose d'une fiche sur le site, où elle pourra se présenter comme elle le souhaite. Nous introduirons cependant quelques contraintes d'inclusivité : nous visons à ce qu'on retrouve autant

d'hommes que de femmes à tous les niveaux d'activité de la revue, de même que nous nous espérons avoir autant de personnes de moins de 40 ans que de personnes de plus de 40 ans, et enfin nous voudrions qu'il y ait au moins autant de personnes se considérant comme relevant d'un groupe minoritaire (autrement dit présentant un trait qui déclenche des processus de discrimination, de minoration, d'exclusion, qu'il s'agisse d'orientation sexuelle, d'identité de genre, de préjugés ethniques, raciaux, linguistiques, de classe, etc.) que de personnes relevant de la majorité dominante dans notre milieu (blanche, hétéro, cis, CSP+, etc.) 25 . Si jamais il s'avère qu'il existe un déséquilibre très fort, que ce soit dans le Collectif des TQR, dans son Conseil ou dans son Comité exécutif, nous en ferons un motif pour tenter de restructurer ces collectifs, en allant, s'il le faut, jusqu'à interrompre nos activités tant qu'un meilleur équilibre n'a pas été trouvé.

En lieu et place d'un comité de rédaction, il y a d'abord le « Conseil des Temps Qui Restent ». Le Conseil constitue le collectif désirent constitutif des TQR. Il a une fonction de réalisation, de proposition, de consultation et aussi, dans une moindre mesure, de décision.

- Pouvoir de réalisation : toute personne membre du Conseil peut s'engager sans condition dans le Comité exécutif.
- Pouvoir de proposition : toute personne membre du Conseil peut faire trois types de propositions : une publication (de soi-même ou d'autres) ; le recrutement d'un nouveau membre du Conseil ; l'exclusion d'un membre du Conseil.
- Pouvoir de consultation : toute personne membre du Conseil peut participer de manière illimitée aux discussions auxquelles ces décisions donnent lieu à l'occasion de forums internes.
- Pouvoir de décision : toute personne membre du Conseil dispose de *trois votes par an* sur chacun des points mentionnés (publication des textes, recrutement des membres, exclusion de membres).

Seuls les membres du Comité exécutif ont un pouvoir de vote (donc de décision) illimité, mais il n'y a aucune condition pour faire partie du Comité exécutif sinon de se proposer. La raison de cette disposition limitative est d'encourager à l'implication du plus grand nombre possible de

membres du Conseil dans le Comité exécutif et d'associer aussi étroitement que possible pouvoir et action. Toute personne membre du Conseil peut au demeurant participer à la discussion, donner son avis et donc nourrir les débats, même si elle ne vote pas. Elle peut ainsi éclairer la décision collective sans nécessairement s'engager dans le travail opérationnel de la revue. Il s'agit, comme on le voit, de ménager un espace intermédiaire entre intérêt et engagement, qui permette de tenir compte des différents gradients d'existence d'un collectif et d'implication des forces.

La fonction de notre revue est de constituer une force collective. Se rencontrer est donc essentiel. Le Conseil des TQR est en permanence en relation via l'espace privé du site, mais il est invité à se rassembler physiquement en *Assemblée générale* deux fois par an, idéalement à l'occasion d'événements publics organisés autour d'une actualité des TQR. Sur décision majoritaire du Comité exécutif, des Assemblées Générales exceptionnelles peuvent être convoquées. Des réunions mensuelles permettent par ailleurs de discuter ensemble des affaires courantes. Nous prévoyons par ailleurs un cycle de conférences et, à plus long terme, un centre de formation.

Comment entre-t-on dans le Conseil des TQR ? Bien sûr, le recrutement est une question clé de tout pouvoir dans un collectif. Ici, le principe est simple : la cooptation. Un désir n'existe qu'à être à la fois déterminé et ouvert : il ne sait pas où il va, mais il sait d'où il part. C'est pourquoi toute personne du Conseil des *Temps Qui Restent* peut en proposer une autre. Cette candidature est alors ouverte à la discussion en ligne et est approuvée ou rejetée par un vote en ligne organisé dans les trois mois qui ont suivi la proposition (sauf procédure d'urgence ou procédure de prolongation décidée par le Comité exécutif). Une personne membre du Conseil ne peut pas voter plus de trois fois par an pour le recrutement d'un nouveau membre sans avoir fait partie au moins un an du Comité exécutif (c'est-à-dire sans avoir réalisé un certain nombre de tâches éditoriales, composé un dossier, géré le site ou organisé les réunions). Si au moins deux personnes membres du Conseil souhaitent exclure du Conseil une autre personne, cette proposition est soumise au vote. Et bien sûr, toute personne peut démissionner du Conseil : elle a alors le droit de rédiger un texte (ou de produire un contenu dans n'importe quel autre médium) qui sera immédiatement publié dans le numéro sui-

vant dans la rubrique « Débats », pour expliquer les motifs de sa démission. Les conflits ne seront jamais étouffés aux *Temps Qui Restent*.

Quant au *Comité exécutif*, toute personne membre du Conseil peut le rejoindre par sa seule décision. Elle en informe alors publiquement l'ensemble du Conseil. Il n'y a pas de vote sur ce point : le seul fait d'avoir accepté une personne à l'intérieur du Conseil veut dire qu'on a aussi accepté qu'elle s'investisse activement dans le Comité. Sinon, pourquoi l'avoir acceptée ? Nous ne serons jamais un Parti avec des adhérents qui seraient autant d'âmes mortes. Nous croyons à l'action et à l'engagement, pas à l'approbation et à la délégation.

Le Comité exécutif a pour fonction d'assurer tout le travail opérationnel permettant la réalisation de la revue et de mettre en œuvre les décisions du Conseil. Toutes les personnes qui sont membres du Comité exécutif ont le pouvoir technique de mettre en ligne les contributions sur la partie publique du site. Bien entendu elles ne sont censées le faire que si les textes ont été validés préalablement, selon la procédure que je présenterai ci-dessous. On attend des personnes qui sont membres du Comité exécutif qu'elles relisent les textes validés et proposent éventuellement des corrections (de langue, de style, de clarification), afin d'assurer la qualité éditoriale des publications. On attend d'elles aussi qu'elles suscitent des contributions, réalisent des dossiers, bref animent la revue.

Une personne peut être exclue du Comité exécutif pour deux motifs. Un motif d'inaction : cette personne est alors exclue par un vote réservé aux membres du Comité exécutif (qui sont seuls capables en principe d'évaluer cette inaction). Un motif de fond : une personne peut être exclue du Comité exécutif pour un motif de fond, mais alors elle doit être exclue du Conseil aussi selon la procédure réservée à cet effet. Toute personne soumise à une procédure d'exclusion interne du Comité exécutif pour motif d'inaction peut toujours contester cette décision auprès du Conseil, qui garde ainsi le pouvoir de déterminer ce qui constitue un bon seuil d'engagement pour faire partie du Comité exécutif.

Enfin, dernier lieu de pouvoir au sein d'une revue, le principal, bien sûr : celui de la sélection des contributions rendues publiques, c'est-à-dire contribuant à déterminer l'identité du collectif. Là encore nous chercherons à maintenir le délicat équilibre entre mobilisation et sélectivité. Cela passe d'abord par l'ouverture des contributions à quiconque, quel

que soit son titre, sa qualité, son réseau. Toute personne peut soumettre une contribution à la revue en utilisant une page du site réservée à cet effet. Le texte est alors mis à la disposition de l'ensemble des membres du Conseil des TQR dans l'espace privé du site. Ce texte n'est proposé à la publication que s'il est validé par *au moins une* personne membre du Conseil. Le texte considéré alors comme *prévalidé*.

Un texte qui n'a pas été prévalidé pendant 3 mois est considéré comme rejeté. Cette disposition est importante parce qu'elle permet de faire en sorte que la participation au Conseil soit non pas tant le pouvoir de juger des textes, que celui de les proposer. En effet un texte prévalidé par un membre du Conseil est automatiquement accepté si personne ne s'y oppose. Toute personne membre du Conseil peut soumettre un contenu (y compris un contenu dont elle est l'autrice) et le prévalider elle-même : il est ainsi immédiatement proposé pour la publication. Faire partie du Conseil des TQR, c'est donc pouvoir y contribuer. Non seulement il n'y a aucune objection à ce qu'une personne souhaitant publier un contenu mais ne souhaitant pas faire partie des TQR contacte directement un membre du Conseil, mais c'est même souhaitable. Une des fonctions du Conseil est précisément de faire venir des textes intéressants en puisant dans les réseaux et les résonances de chacun et chacune parmi nous.

Une fois une contribution soumise dans la partie interne du site, un forum est ouvert, sous la forme de commentaires qui suivent la contribution, permettant une discussion en ligne portant sur l'opportunité de publier ou non ce texte, sur les conditions éventuelles de révision auxquelles il serait considéré comme publiable, voire sur les questions de fond qu'il pose. À l'issue de ces 3 mois, si personne ne s'est opposé à la publication d'un texte prévalidé par un membre du Conseil, le texte est accepté automatiquement. Il est alors confié au Comité exécutif.

Si un membre du Conseil au moins s'y oppose, il le fait savoir et un vote en ligne est organisé auquel peuvent participer l'ensemble du Conseil. Mais attention : une personne du Conseil n'a pas le droit de refuser *plus de trois contributions* sans s'impliquer dans le Comité exécutif.

Une contribution ayant été acceptée, une personne du Comité exécutif est chargée de la réviser, de la corriger éventuellement, en se contentant de corrections minimales bien sûr, et en discussion avec les auteurs et les autrices de la publication, mais en faisant valoir ce qu'elle considère

comme les exigences de qualité de la revue. Cette même personne le met en ligne par elle-même sur l'espace public du site. En cas de désaccord entre l'autrice ou l'auteur et la personne membre du Comité exécutif en charge du suivi éditorial de la contribution, la première a la possibilité d'en informer le Comité exécutif qui désignera un autre membre pour poursuivre le travail éditorial.

Et pour finir: entrer dans Les Temps qui restent

Voilà donc la petite machine que nous avons imaginée pour faire suite aux *Temps Modernes*. Les Temps modernes n'ont plus d'avenir, mais ils n'ont pas disparu dans le passé. Ils resteront là encore longtemps et il n'y aurait pas d'erreur plus néfaste que de leur tourner le dos : il faut hériter des Temps modernes – et c'est pourquoi il faut aussi hériter des *Temps Modernes*. Ni poursuite à l'identique, ni rupture radicale pour aller ailleurs – il n'y a pas d'ailleurs –, les *Temps Qui Restent* proposent une formule pour nous tenir dans notre propre présent sans renoncer ni à ce qu'il reçoit du passé, ni à ce qu'il doit à l'avenir. Ces temps qui restent sont aussi ceux qui nous laissent la possibilité de devenir authentiquement sujets, c'est-à-dire de répondre à une interpellation venue du fond des choses, bref d'inventer une figure nouvelle de la responsabilité. Serons-nous au rendez-vous ? La question est ouverte, il n'y a pas de réponse assurée d'avance. Mais elle n'en est que plus urgente : on ne peut plus différer plus longtemps l'heure de nous mettre à l'épreuve de cette question. Il faut donc se mettre au travail. Fabriquons, ensemble, les *Temps Qui Restent* !

—

Notes

- 1 Pour la position du comité de rédaction, voir sa tribune, « Le but des *Temps Modernes* était d'apporter une intelligence globale du monde », *Le Monde*, 2 mai 2019, et la réponse d'Antoine Gallimard, « Pourquoi j'ai pris la décision d'arrêter *Les Temps Modernes* », *Le Monde*, 22 mai 2019.
- 2 Cette thèse fut explicitée plus tard par François Hartog (*Régimes d'historicité, Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2012), mais on pourrait montrer qu'elle était déjà présente sous d'autres formes chez Sartre, Beauvoir ou Merleau-Ponty, ainsi d'ailleurs que chez Lévi-Strauss, Deleuze ou Foucault. On trouvera de nouveaux développements de cette idée dans plusieurs textes

de ce numéro, mais particulièrement dans le texte de François Hartog lui-même: «Temps du monde / temps de l'anthropocène: le simultané du non-simultané».

- 3 La clôture de la revue *Le Débat* (qui, elle, n'est pas en suspens, mais bien clairement achevée et achevée sur le constat de sa propre inanité au présent avec l'aval public de son directeur Pierre Nora) ainsi que la création concomitante des petits « Tracts » par la maison Gallimard, montre que ce diagnostic posé par l'éditeur est général.
- 4 Au moment où Antoine Gallimard a pris la décision d'interrompre la publication de la revue, le comité de rédaction était constitué des personnes suivantes : Jean Bourgault, Michel Deguy, Liliane Kandel, Jean Khalfa, Jean-Pierre Martin, Eric Marty, Patrice Maniglier, Anne Mélice, Juliette Simont.
- 5 Ce projet avait été financé pour l'essentiel par l'EUR ArTEC, ainsi que par le laboratoire HAR (Histoire des Arts et des Représentations) de l'Université de Nanterre, le Centre de Recherches en Philosophie d'Université Libre de Bruxelles, le Département de Philosophie de l'Université de Liège, voir « Les Temps Modernes au XXIe siècle : une uchronie expérimentale » : <https://eur-artec.fr/temps-modernes/>. Je remercie en particulier Laurent Jeanpierre pour s'être associé immédiatement et avec enthousiasme à ce projet.
- 6 Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes*, Paris, La Découverte, 1991.
- 7 Je détourne bien sûr ici le titre d'un célèbre article de Merleau-Ponty, « La guerre a eu lieu », paru dans le premier numéro des *Temps Modernes*, et qui est à certains égards un manifeste pour la revue (repris dans *Sens et non-sens*, Paris, Nagel, 1966).). Seulement, pour s'en rendre compte, il fallait se tourner non pas vers les sociétés humaines et les disciplines qui les étudient (anthropologie, sociologie, histoire, philosophie, etc.), mais vers la Terre et les disciplines qui la découvrent (géologie, biologie, écologie, planétologie, climatologie, etc.). Car la Modernité n'est rien d'autre que ce qui a fait advenir l'Anthropocène. Mieux : il n'existe pas de meilleure manière de caractériser notre présent, sa tâche propre, sa problématique caractéristique, que cette question : *comment allons-nous hériter de ce que les Temps modernes ont fait à la Terre ?* Et cette question justifie bien une approche globale, synthétique, voire, pour reprendre le mot embarrassant de Sartre, « totalitaire ».
- 8 Dipesh Chakrabarty, *The Climate of History in a Planetary Age*, Chicago, Chicago University Press, 2020 (trad. fr. *Après le changement climatique, penser l'histoire*, Paris, Gallimard, 2022). Pour une introduction à l'œuvre de Chakrabarty en français, voir Jeanne Etelain & Patrice Maniglier, « Ramener la critique sur Terre : le tournant planétaire de Dipesh Chakrabarty », *Critique*, 2022, 8-9.

- 9 Pour un résumé clair et précis sur ces débats, on peut se reporter à l'article de Jeanne Etelain dans ce même dossier, «Un «espace qui dure»: le tournant spatial de l'anthropocène».
- 10 Will Steffen, Paul J. Crutzen et John R. McNeil, «The Anthropocene: Are Humans Now Overwhelming the Great Forces of Nature?» [«L'Anthropocène : les humains sont-ils en train de submerger les grandes forces de la nature ? »], *Ambio*, Royal Swedish Academy of Sciences, vol. 36, no 8, décembre 2007, p. 614.
- 11 Rappelons aussi le titre du célèbre mémoire remis par Vanneva Bush au Président Roosevelt en 1945 : *Science, The Endless Frontier* – qui incarne parfaitement l'idée que grâce aux sciences et aux technologies la *pax americana* peut se répandre dans le monde en mettant fin à l'histoire.
- 12 On trouvera dans la contribution du géophysicien Jérôme Gaillardet à ce même numéro une autre manière de jouer avec l'expression «Grande Accélération», puisqu'il parle quant à lui de «Grande Désynchronisation».
- 13 Rockström, J., Steffen, W., Noone, K. *et al.* "A safe operating space for humanity". *Nature* 461, 472–475 (2009).
- 14 Pour des explications très pédagogiques sur cette notion, actualisées à partir des derniers articles du Stockholm Resilience Institute, on peut se reporter au site de Thomas Wagner, Bon Pote, que je tiens à saluer car il s'agit à mes yeux d'un excellent exemple de cet immense travail des intercesseuses et intercesseurs de la Terre qui ont contribué à la création d'une authentique «conscience terrestre», par leurs efforts de vulgarisation, quand les mondes des sciences humaines et plus encore les élites politiques étaient loin d'avoir pris conscience de la nature du phénomène.
- 15 David Harvey, *The Condition of Postmodernity: An Enquiry into the Origins of Cultural Change*, Cambridge, MA: Blackwell, 1990.
- 16 Ce débat a été tranché (au moins provisoirement) au début de l'année 2024 par la sous-commission de l'Union Internationale des Sciences Géologiques chargée d'examiner la question, la Subcommission on Quaternary Stratigraphy, qui, après 15 ans de discussion, a rendu un vote négatif (<https://www.nature.com/articles/d41586-024-00675-8>). La régularité de cette décision a cependant été contestée par certaines personnes au sein de la commission.
- 17 Je m'inspire ici des analyses précieuses d'Emmanuel Bonnet, Alexandre Monnin et Diego Landivar, dans leur livre important : *Héritage et fermeture, Une écologie du démantèlement*, Paris, Divergences, 2021.

- 18 Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes, Résister à la barbarie qui vient*, Paris, La Découverte, 2013.
- 19 J'ai essayé pour ma part de mettre en évidence ce lien entre pandémie et contraction planétaire dans mon livre, Patrice Maniglier, *Le Philosophe, la Terre et le virus, Bruno Latour expliqué par l'actualité*, Paris, Les Liens qui Libèrent, 2021.
- 20 Pour une réflexion sur l'originalité historique et la forme ontologique de cette invention de « l'actualité », qui a accompagné ce qu'on a appelé « journalisme », on se rapportera au travail récent de Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, *Qu'est-ce que l'actualité politique ? Événements et opinions au xxi^e siècle*, Paris, Gallimard, 2021.
- 21 Sartre, « Présentation des Temps Modernes », in *Situations*, II, op. cit., p. 225.
- 22 Maurice Merleau-Ponty, *Sens et non-sens*, Paris, Gallimard, 1996, p. 205.
- 23 Voir à ce sujet la contribution d'Esther Demoulin, « "La vie des hommes infimes". Paroles d'anonymes dans *Les Temps Modernes* », in *Les Temps Modernes, d'un siècle l'autre, op.cit.*, p. 247-267.
- 24 Luc Boltanski par exemple, lors des ateliers préparatoires, avait formulé le souhait de faire une rubrique consacrée à l'analyse des controverses ; elle trouverait parfaitement sa place ici.
- 25 On se contentera de l'auto-déclaration des personnes pour nous donner une évaluation de ces équilibres. Ces questions suscitent toujours des résistances très vives : on demandera quels sont les critères, si on n'enferme pas les gens dans leurs supposées « identités », etc. Ces difficultés sont largement surestimées : le but d'une telle mesure est simplement de maintenir en éveil une certaine inquiétude interne du collectif sur sa propre composition, étant entendu qu'il serait tout de même étrange qu'un collectif qui se propose de prendre en charge la question de l'intrication du Tout dans les vies individuelles soit d'une composition trop homogène, au risque d'exprimer un point de vue très partial sur la question terrestre sans même s'en rendre compte... Une revue n'est pas une administration, elle peut se permettre des critères souples : l'auto-déclaration comme personne relevant d'une sensibilité minoritaire (au sens de marquée par des processus d'exclusion, d'intimidation, de délégitimation historiques et persistants) peut donc suffire.

—

Contributeur · ices

Édité par Jeanne Etelain et Juliette Simont